Les Cahiers de La Courtine 1917

1917 : les soldats russes, de La Courtine au Courneau (Gironde)

Colloque du centenaire : Questions-Réponses

Des ex-mutins de La Courtine en Algérie (1918-1920)

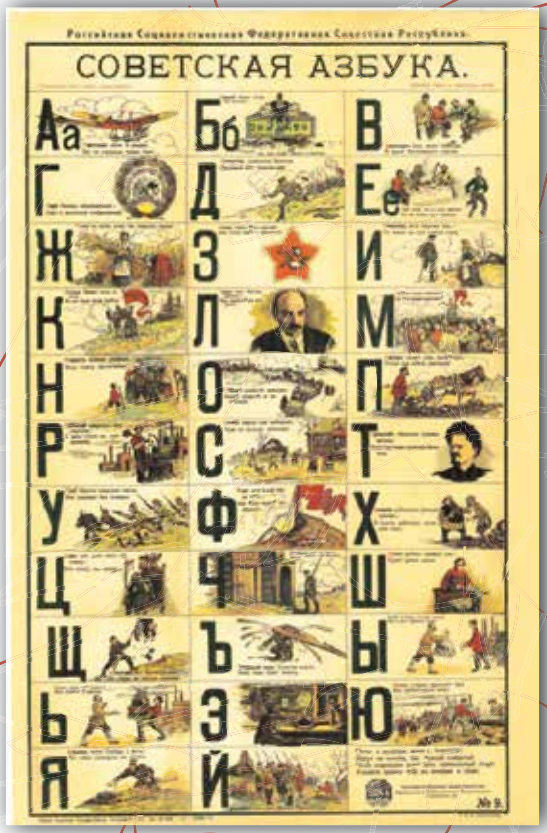
Alice Cisterne, corrézienne, fille de "Costia" colonel de l'Armée rouge

N° 6 - Novembre 2018 (5€)

Editions, publications
La Courtine 1917

Cahier n°1,2,3,,4,5,6 : 5 € à l'unité
Les 6 numéros 25 €

Catalogue de l'exposition ,
44 pages, quadri , 12€



Affiche alphabet russe de 1921, 60x39cm - Prix 7 €

Livre 196 p., août 2017,
édition Ardents Editeurs
- Prix 26 €

T-shirt rouge ou blanc,
XXL, XL, L, 10 €

Vinyl 12" dédié au Mutins de La Courtine. Une face 3 titres inédits, pochette sérigraphiée, 10 €

carte postale -N°1, 1€

carte postale -N°2, 1€

carte postale -N°3, 1€

carte postale -N°4, 1€

carte postale -N°5, 1€

carte postale -N°6, 1€
Le lot de 6 cartes postale - 4€

Les Cahiers de La Courtine 1917

Revue éditée par l'Association *La Courtine 1917*

Association loi de 1901
***Journal officiel* (15 avril 2014)**

Les Cahiers de *La Courtine 1917*
8, avenue de la République
23000 Guéret

Directeur de publication
Jean-Louis Bordier

Rédacteur en chef
Jean-Paul Gady

Maquette/composition/correction
SARL Texto Saint-Junien

Transcription
Ludivine Martin

Traductions
Ludmila Filina, Hélène Ohier, Evelyne Segard, Didier Schein,

Crédit photos
Jean-Louis Bordier, Chriss Boissin, Armelle Bonin-Kerdon, Jean-Pierre Caule, Paul Colmar, Pascal Coussy, Thierry Continsuzat, Famille Denissoff, Gérard Gorokoff, Jean-Marc Lescure, Christian Manigaud, Victoria Melgar, Hervé Moreau Eric Molodtzoff, Christophe Thomas, Famille Toporenko

Impression
ECP Guéret
ISSN : 2431-3394 -
Dépôt légal : octobre 2018

Un an déjà...

Dimanche 17 septembre 2017, 17h : le concert de clôture des journées du centenaire en cette fin d'après-midi venait de se terminer dans la salle polyvalente de La Courtine. La quarantaine de bénévoles de l'association commençaient à ranger et nettoyer les salles et tous les lieux qui avaient accueilli durant trois jours près de 3 000 personnes. Des jeunes et des adultes venus participer à une quinzaine d'évènements historiques, pédagogiques et culturels commémorant le centenaire de la mutinerie des soldats russes à l'été 1917.
Et après ces journées intenses, dans toutes les têtes trottait déjà une question : « après l'organisation de ce centenaire mémorable, que va donc pouvoir faire maintenant l'association? »

Nous sommes un an plus tard, nous pouvons dire que nous n'avons pas été désoeuvrés au cours de ces douze derniers mois et les projets pour les années à venir ne manquent pas, vous prendrez connaissance d'un de ces nouveau projet (page 48).

À signaler que ces derniers mois de nouveaux descendants des soldats du Corps expéditionnaire restés en France se sont fait connaître et nous souhaitons vous faire partager notre plaisir à la lecture des récits de vies de quelques-uns d'entre eux. Ainsi les familles Toporenko et Denissoff qui furent particulièrement actives dans la résistance dans les Vosges et en Franche-Comté pendant la Seconde Guerre mondiale (pages 33 à 36). Et puis, pages 46 et 47, nous sommes particulièrement honorés de publier le portrait attachant de la doyenne de notre association, Alice Cisterne, de Meymac en Corrèze, fille d'un colonel de l'Armée rouge.

Nous poursuivons et terminons dans ce numéro les communications faites au colloque du 16 septembre 2017 avec de la page 4 à la page 22, la deuxième partie de l'étude de l'historienne Armelle Bonin-Kerdon « les soldats russes du Courneau ». Nous publions également pages 23 à 32, l'intégralité des questions et interventions du public ainsi que les réponses des historiens lors de la discussion de ce colloque.

Vous découvrirez en pages 39 à 41 le regard et le travail scolaire de lycéens de 1ère du lycée Rollinat d'Argenton-sur-Creuse sur les révolutions russes et la mutinerie de La Courtine et en page 43 à 45, de courts extraits d'un livre inédit de 300 pages, en cours de traduction par l'association, écrit par un soldat de la 1ère brigade, mutin à La Courtine à l'été 1917.

Et puis, page 42, nous sommes particulièrement intéressés à faire partager aux lecteurs notre coup de cœur pour un spectacle et, en tant qu'association d'éducation populaire oeuvrant pour le pacifisme, nous vous le recommandons.

Nous vous souhaitons une bonne lecture de ce nouveau Cahier.

Le comité de rédaction

Sommaire

Le camp des soldats russes du CERF au Courneau en 1917	p.4
Colloque du 16 septembre 2017, questions-réponses	p.23
Les anciens soldats du corps expéditionnaire russe dans la Résistance (1942-1944)	p.33
De La Courtine à Rélizane en Algérie (1918-1920)	p.37
Travail personnel encadré d'élèves de 1ère du lycée Rollinat sur la mutinerie de La Courtine	p.39
Spectacles pacifistes en Haute-Vienne	p.42
Mémoires d'un soldat russe de La Courtine	p.43
Alice Cisterne, corrézienne, doyenne de l'association LC1917	p.46
Un chemin de mémoire à La Courtine	p.48
Janvier 2019, l'association fêtera ses 5 ans	p.49
Adhésion, cotisation, don, commande des cahiers	p.50

Photo couverture : Photo prise durant l'été 1919 à Rélizane (Algérie) devant la forge de François SUDRY, au centre, coiffé d'un chapeau. Les membres du corps expéditionnaire russe, ex-mutins de La Courtine, sont coiffés de la casquette sauf un moustachu situé à gauche. Ivan KOROLIOFF est du côté droit, en bras de chemise, un marteau à la main. (Coll . H.Moreau)

Le camp des soldats russes au Courneau en 1917, un « foyer de révolution » ? (2ème partie)

Avertissement : *L'historienne Armelle Bonin-Kerdon reprend et développe sa communication faite au colloque des journées du centenaire qui s'est tenu le 16 septembre 2017 à La Courtine. La première partie de cet article a été publiée dans Les Cahiers de La Courtine n°5 (février 2018) pages 30 à 33.*

Armelle Bonin-Kerdon

Dans les lettres interceptées par le contrôle postal de Bordeaux, la conclusion du troisième rapport mensuel de la commission (15 octobre-15 novembre) précise : « Les troupes sont animées d'un profond esprit révolutionnaire », « les lettres du Courneau, qui autrefois étaient plutôt bonnes, commencent à devenir violentes ». Nous pouvons percevoir ici le contrecoup de la Révolution d'octobre (novembre) 1917, comme le suggère le quatrième rapport. Un courrier de La Courtine au Courneau du 23 novembre 1917 l'illustre bien : « Vous nous traitiez auparavant de léninistes, et voilà que maintenant vous l'êtes devenus aussi. Vivent les maximalistes et Lénine ! »

Au mois de décembre, une lettre de Duboin à Vidalon[1] informe l'état-major « qu'un certain nombre de soldats envisagent même la nécessité de se révolter comme ceux de La Courtine ». D'une manière générale, dans la hiérarchie militaire, on craint la « menace d'une mutinerie »[2]. C'est pourquoi la question des armes est fondamentale durant tout le séjour des troupes russes au Courneau. Au début, le commandant de la 18e Région militaire prescrit comme exercice militaire « de faire exécuter des maniements d'armes » sans cartouches et avec des grenades inertes.[3] À la fin de septembre, le président du Conseil Paul Painlevé, également ministre de la Guerre, lui répercute les ordres de Foch, chef d'état-major, de « prévenir tout incident fâcheux », « de ne pas laisser de munitions entre les mains des troupes russes du Courneau »[4]. Le but est de multiplier les séances de tir d'instruction (fusil, fusil-mitrailleur, mitrailleuse) « en évitant de remplacer les cartouches ainsi consommées ». Le 15 octobre, Duboin fait savoir à Fonssagrives que Vidalon s'inquiète de savoir « s'il restait entre les mains des soldats du Courneau une grande quantité de munitions ». Le 11 décembre [5], il annonce à Vidalon que « la remise des munitions s'est effectuée sans difficulté »[6]. Néanmoins, un stock d'environ 20 000 cartouches demeure entre les mains des hommes, à propos duquel il précise : « Nous n'avons pas le moyen de le reprendre sans créer de conflit. » Il est « entre les mains de la partie la moins intéressante des hommes », comprendre les plus « révolutionnaires ». Il ajoute : « Le point le plus délicat sera le désarmement contre lequel une opposition pourrait se former. » À La Courtine, les hommes ont toujours refusé de déposer leurs

Sources :

[1] *Voir note 4, lettre du 11 décembre 1917.*

[2] *Rapport de Duboin du 15 décembre 1917.*

[3] *Le commandant de la 18e Région militaire au général Lokhvitsky, 18 août 1917.*

[4] *Courrier du 28 septembre 1917.*

[5] *Lettre de Duboin à Vidalon.*

[6] *1 012 obus de 37mm, 229 064 cartouches de fusil, 440 592 cartouches de mitrailleuses, et 4 671 cartouches de révolver ont été envoyés à Bordeaux.*

armes ; cela aurait pu aussi être le cas au Courneau.

Dans les faits, aucune véritable mutinerie ne s'est produite au Courneau, et l'armistice de Brest-Litovsk, signé le 5 décembre 1917 entre la Russie et les Puissances centrales et entré en vigueur le 15, est arrivé à point nommé. Néanmoins, ce n'est peut-être pas la seule raison qui explique une telle différence. Avant de nous pencher sur cette question, en dernière partie de cette étude, sur cette question, il est bon de nous interroger sur les causes qui ont pu nourrir un sentiment « révolutionnaire » au camp du Courneau, et sur les diverses manifestations qui l'ont exprimé.

Pourquoi ?
Des causes attendues
La coupure avec les officiers

Ce qui fut une des causes de la Révolution russe se perçoit également au camp du Courneau. Rémy Adam, dans les Cahiers de La Courtine n°2, suggère que les soldats d'origine majoritairement paysanne devaient y éprouver un fort rejet de leurs officiers aristocrates. En effet, si on en croit le rapport mensuel (15 août-15 septembre) de la commission du contrôle postal de Bordeaux, « comme à La Courtine, les soldats du Courneau haïssent leurs officiers », « l'animosité est peut-être moins prononcée, mais elle est générale ». Un courrier intercepté et traduit laisse penser qu'ils se considéraient encore traités comme des « esclaves », malgré la fin des châtiments corporels ordonnée par le Gouvernement provisoire. La différence de classe était très nettement ressentie au combat, où ils ne souhaitaient pas retourner. Faisant allusion aux officiers, un courrier d'un soldat écrit à la date du 9 octobre [7]: « Ils nous disent : camarades soldats ! Allons au front, mais c'est encore dans leur intérêt. Ils y auront des abris profonds où ils dormiront et joueront aux cartes en buvant. Ils iront en permission quand ils le voudront, tandis que nous, nous n'aurons rien. » La différence de classe est tout aussi nette au camp, d'abord sur le plan financier. Le même courrier se plaint des officiers qui « touchent autant d'argent qu'un vieux juif »… À titre d'exemple, un soldat de deuxième classe touche une solde mensuelle de 7,50 francs et un lieutenant soixante fois plus.[8]

Les officiers sont donc en capacité de mener grande vie à La Teste-de-Buch, Arcachon et dans les environs, et ils ne s'en privent pas. Le même courrier précise : « Ils se sont munis de femmes, d'automobiles, de motocyclettes. » Une note du même mois issue des Renseignements généraux indique que les officiers russes au Courneau « ne songent qu'à faire la noce ». Ils multiplient même les sorties sur le littoral, comme on le constate dans une lettre du maire de La Teste au préfet du 13 octobre 1917 : « Des officiers russes et une certaine catégorie de femmes qui les accompagnent s'en vont ainsi, sous prétexte de faire une partie de plaisir, visiter les batteries d'artillerie du Cap Ferret, voir les travaux de la côte, les alentours du phare, du sémaphore… » Dès le mois d'août, où la saison bat son plein, le commissaire de police d'Arcachon signale au préfet[9] que la ville « se trouve actuellement le but de promenade et de séjour des officiers et soldats russes du camp du Courneau » ; en effet, beaucoup de particuliers leur louent des chambres, malgré l'opposition des municipalités. Le commissaire spécial de Bordeaux évoque[10] les « dépenses excessives, tout à fait anormales, auxquelles gradés et soldats se livrent dans les hôtels et autres établissements publics »[11]. Cela a pour conséquence d'accentuer l'inflation, dont la population civile et les soldats sont les premières victimes. Le soldat de la lettre du 9 octobre proteste : « Nous donnons tout aux Français qui nous exploitent ; ce qui vaut 1 franc pour eux vaut 1,90 franc pour nous. »

La différence de classe existe aussi par la morgue hautaine des

---

Sources :

[7] *Envoyé à la rédaction du journal Le soldat citoyen russe en France.*

[8] *Chiffres tirés d'une étude de Jean-Pierre Caule, historien du camp du Courneau.*

[9] *Courrier du 26 août 1917.*

[10] *Lettre au préfet de la Gironde 6 septembre 1917.*

[11] *Citons par exemple, par ordre du commandant de la place d'Arcachon, l'interdiction de la fréquentation du café-concert le Trianon aux militaires de tous grades, à cause de la présence de quatre officiers russes attablés avec des femmes devant de nombreuses consommations, après l'heure de fermeture règlementaire (minuit) le 23 août 1917.*

officiers envers les soldats. Le 1er novembre 1917, un lieutenant du sixième régiment emploie dans un courrier[12] l'expression « instinct animal » à propos du soldat russe en général. Le colonel Fonssagrives partage cette vision condescendante des soldats russes : ce sont « des gens généralement doux et maniables, qui sont momentanément désaxés », « peu intelligents, bavards, se grisant de leurs propres paroles dont ils ne comprennent pas la portée ». Les officiers sont en conséquence très attachés au respect de la hiérarchie militaire, et ce d'autant plus que cette dernière est fortement remise en cause depuis la Révolution de février (mars). Cela rejaillit sur Fonssagrives lui-même, qui, en tant que colonel, a du mal à se faire entendre d'officiers russes qui sont ses égaux. Il écrit le 26 août 1917 au commandant de la 18e Région militaire : « Ma situation est fausse. Ce n'est pas un colonel qu'il eût fallu mettre au camp du Courneau, mais un général. » Beaucoup de courriers rédigés par Fonssagrives en septembre [13] montrent que des officiers russes refusent d'être contrôlés en ville par des militaires français de grade inférieur, sur la régularité de leurs permissions. C'est le cas du capitaine Friedman, qui pense que « c'est vraiment scandaleux » d'avoir à présenter son titre de permission à un sous-officier, que « le spectacle d'un sous-officier arrêtant un officier est regrettable aux yeux des troupes »[14]. On mesure ici la volonté des officiers russes de maintenir une apparence d'autorité sur leurs subordonnés via le respect du rang.

Mais cela masque en réalité une peur et un profond désarroi[15], depuis qu'ils ont quitté le camp de La Courtine, « désorientés, affolés par les événements violents dont ils avaient failli être les victimes », écrit Fonssagrives au commandant de la 18e Région militaire le 8 septembre. D'après les nouveaux règlements russes en vigueur, ils n'ont plus le droit de répression sur les troupes, exercé à présent par un conseil de discipline élu par les soldats[16]. Cela cause « aux gradés les plus cuisantes blessures d'amour-propre », écrit Fonssagrives le 23 août, toujours au même destinataire. Nul doute qu'en tant qu'officier, il désapprouve ce dispositif, ajoutant que le conseil « juge quand il lui plaît et comme il lui plaît ».

L'héritage de la Révolution de février : des soldats-citoyens

Pourtant, quand cela les arrange, les officiers eux-mêmes mettent en avant « les libertés que leur a conférées la Révolution », dans le cas où cela leur permet de s'opposer aux règlements français[17]. Les nouveaux règlements russes[18] sont en effet appliqués aux troupes russes en France (ordre n°213). Outre les mesures de suppression des formules de déférence traditionnelle décernées aux officiers et du salut militaire avec mise au garde-à-vous, du moins hors du service armé, ils consistent surtout dans la mise en place de comités (soviets) de soldats, tant au niveau de la compagnie qu'au niveau du régiment, avec des conseils disciplinaires attenants. Ces organisations sont élues « par la voie du suffrage direct, égalitaire et secret ». Elles constituent un véritable apprentissage de la démocratie au sein d'une institution militaire en pleine transformation.

Fonssagrives l'a bien compris, qui qualifie les hommes du Courneau de « citoyens libres » dans un courrier au commandant de la 18e Région militaire le 28 octobre 1917. Dès le 23 août, il avait expliqué en détail à ce même interlocuteur « le système

---

Sources :

[12] Lettre à une demoiselle de Pétrograd.

[13] 10 septembre 1917 au commandant de la 18e Région militaire, 16 et 17 septembre 1917 au général Lokhvitsky, 18 septembre 1917 au commandant de la 18eRégion militaire.

[14] Rapport au chef d'état-major russe le colonel Rakitine. En parallèle, le général Lokhvitsky va jusqu'à écrire le 16 septembre au ministre de la Guerre pour lui demander de mettre fin à cette pratique « choquante pour les officiers russes ».

[15] Le commandant de la 18e Région dans un courrier au ministre de la Guerre du 26 août écrit : « Les officiers sont apeurés, apathiques, sans énergie. » Il répercute l'avis que lui a transmis le général Auger le 25 : « Les officiers ont peur de leurs hommes »..

[16] Le 16 septembre, le général Lokhvitsky rappelle à Fonssagrives que, « d'après les nouvelles règles de l'armée russe, les officiers n'ont le droit de prononcer aucune sanction ».

[17] Ce membre de phrase est extrait d'un rapport du médecin-chef de l'hôpital du camp à Fonssagrives le 8 novembre 1917.

[18] Notamment l'ordre n°1 du Soviet rédigé le 15 mars 1917.

de la caserne ouverte » (expression typographiée en rouge dans le texte original, preuve de l'importance qu'elle revêtait pour lui). « Tout soldat, son service fini, est libre d'aller où il veut, de s'absenter même de la garnison, sur l'assentiment d'un quelconque de ses gradés, à condition d'être là au moment où commence son service nouveau. Il peut se mettre en civil et sa conduite ne regarde que lui. Cet ordre de choses est applicable dès qu'il n'est plus dans la zone des armées. » Pour les soldats du Courneau, il est évident que leur camp, hors de la zone des armées, est une « caserne ouverte » – et nous en verrons les conséquences dans la troisième partie de cette étude.

Une opposition devient manifeste entre ce nouveau statut du soldat russe et les règles françaises, représentées ici par le règlement intérieur du camp et la discipline générale des armées, fût-elle celle d'une république démocratique, issue elle-même de la Révolution française, par ailleurs fort admirée des révolutionnaires russes.

Le ministre de la Guerre s'en inquiète et s'en ouvre au général Zankévitch dès le 29 août 1917 : « Les soldats de la troisième brigade soumis à l'observation des consignes générales appliquées aux soldats français, trouvent ces consignes trop sévères et en contradiction avec les règlements nouveaux de l'armée russe».

Ces règlements sont également là pour assurer à chaque soldat « la réalisation de ses droits civils et politiques ». En effet, le comité de régiment « a le droit d'entretenir des relations avec des organisations politiques et sociales à son gré »[19], ainsi que le comité de compagnie par son intermédiaire.

Au Courneau, les relations avec l'extérieur sont multiples, via les écrits ou les personnes. D'après le général Auger[20], des journaux en russe parviennent aux troupes trois fois par semaine. On peut citer aussi bien des journaux de tendance bolchévique, comme Natchalo (le « commencement ») devenu après la Révolution de février (mars) Novaya Epokha (Nouvelle Époque), rendant parfois compte des réunions électorales des soldats des 5e et 6e régiments, que des journaux reflétant les orientations du Gouvernement provisoire comme Le soldat citoyen russe en France. Des tracts circulent aussi, puisque Fonssagrives les fait rechercher et en envoie la traduction au commandant de la 18e Région militaire.[21]

Parfois, ils sont apportés par des visiteurs extérieurs. Dès le 25 août, le général Auger fait état de « propagandistes venus de Paris et habillés en soldats sans appartenir à l'armée ». Le ministre de la Guerre lui-même s'en inquiète auprès du général Zankévitch et lui demande de faire en sorte de diminuer le nombre de visiteurs civils qui « pénètrent journellement au milieu des soldats russes du camp du Courneau »[22]. Fonssagrives se dit « désarmé » devant ce phénomène[23], car il n'arrive pas toujours « à savoir ce qui se dit dans ces réunions, ni à connaître la personnalité de ces visiteurs civils ». Pourtant, dans une note confidentielle du 5 octobre[24], il fait état avec précision de la visite d'une commission de La Ligue pour la défense de la Révolution, créée à Paris le 18 septembre 1917, après la destitution du général Kornilov, dont il s'est procuré le programme. Cette commission a distribué des tracts et fait des conférences « où les officiers réactionnaires ont été assez malmenés ». [25]

Sources :

[19] *Extraits de l'ordre n°213.*

[20] *Lettre au commandant de la 18e Région militaire, 25 août 1917.*

[21] *Lettre du 4 octobre 1917.*

[22] *Courrier non daté, vraisemblablement d'octobre 1917. Il ajoute : « Ces visites par leur nombre et leur répétition pourraient être de nature à nuire au bon ordre. »*

[23] *Lettre du 13 octobre 1917 au commandant de la 18e Région militaire.*

[24] *Au même destinataire.*

[25] *A noter que cette ligue n'est pas d'obédience bolchévique, mais est plutôt sur la ligne du « défensisme révolutionnaire » ; on y trouve des anciens révolutionnaires de 1905, des anciens prisonniers politiques sous le régime tsariste, des officiers russes dans l'armée française.*

Les visiteurs peuvent aussi être des militaires, notamment parce qu'il y a des échanges continus entre La Courtine et Le Courneau : rappelons par exemple l'arrivée des blessés, lors de la répression de la mutinerie, une fois guéris, depuis l'hôpital de Saint-Servan. Le 15 novembre, Fonssagrives fait état[26] de la venue de 39 individus, parmi lesquels un sergent du 1er régiment « bolchévik propagandiste qu'il serait utile de surveiller ». À la Courtine aussi, Comby note le 11 octobre[27], « qu'il arrive constamment des Russes venant du Courneau », que « ces déplacements ne peuvent être que nuisibles à la discipline » ; aussi cherche-t-il à les interdire. Le 9 octobre, un rapport au commandant du camp de La Courtine évoque « un va-et-vient d'hommes de troupes russes entre la Courtine et le Courneau ».

Enfin, n'oublions pas le rôle essentiel du courrier. D'après le président de la commission militaire du contrôle postal de Bordeaux, il y aurait eu journellement en moyenne de 3 000 à 4 000 lettres pour la Russie[28] (ne provenant pas que du camp du Courneau), sans oublier la correspondance entre les différents détachements russes. Les soldats du camp étaient au courant de l'interception par cette commission puisque, pour l'éviter, ils se mirent à utiliser les boîtes postales civiles des environs du camp à la place des boîtes spéciales qui leur étaient réservées[29]. Dans l'autre sens, le courrier de certains civils repérés par la commission vint à se raréfier, signe qu'ils se mirent à passer par des intermédiaires.[30]

Le Pyla sur Mer dans les environs d'Arcachon en 1917

Un long isolement dans une contrée hostile

Malgré ce lien du courrier, les soldats ont la nostalgie de la patrie lointaine. Le résumé des délibérations[31] du deuxième congrès des délégués des troupes russes en France indique bien « une instabilité morale complète » due à « l'éloignement du sol natal et des sources vives de la Grande Révolution Russe ». On assiste à une « décomposition de plus en plus grande du corps expéditionnaire ».

Les soldats souhaiteraient leur rapatriement en Russie, mais la réalité du moment s'y oppose. Le Gouvernement provisoire, jusqu'à l'arrivée au pouvoir des bolchéviques en novembre, se considère comme lié par les accords militaires avec les Alliés ; d'ailleurs, les soldats dans leur ensemble sont encore attachés à leur devoir de citoyens défenseurs de la nouvelle Russie. Il est probable aussi que le Gouvernement provisoire ne tienne pas tant que cela à leur retour, comme le montrent ses

Sources :

[26] Lettre au commandant de la 18e Région militaire. Il poursuit : « Les gens de cette espèce ne peuvent être que des ferments d'indiscipline et de rébellion. »

[27] Lettre au ministre de la Guerre.

[28] Chiffres de novembre 1917, dans un courrier du 12 au 2e bureau de l'état-major de l'armée (renseignements généraux).

[29] Lettre du 7 décembre 1917 du même président au même destinataire.

[30] Par exemple, le commissaire spécial, dans une lettre au préfet du 6 septembre, soupçonne une dame russe descendue à l'hôtel Régina, qui reçoit de nombreuses visites des militaires du camp du Courneau.

[31] Si l'on en croit la transcription par les Renseignements généraux du 12 novembre 1917.

différents atermoiements au cours des mois. Rémy Cazals, dans Lettres du temps de guerre[32], cite un courrier d'une vacancière à Arcachon à son frère, écrit le 14 septembre 1917, à propos des soldats du Courneau : « Ce sont des bouches inutiles qu'on a reléguées à Cazaux, parce qu'on ne veut pas les renvoyer chez eux, où ils aggraveraient la Révolution. » Quant au gouvernement français, qui aimerait bien s'en débarrasser, il cherche désespérément les moyens navals de les renvoyer chez eux; des demandes sont même faites aux Anglais, puis aux Américains, puisque le camp leur est promis pour leurs troupes. Il préfère ensuite les conserver en France comme future monnaie d'échange avec le gouvernement bolchévique.

Une autre possibilité, demandée à plusieurs reprises par la hiérarchie russe, aurait été de les envoyer combattre avec l'armée d'orient de Salonique, comme c'était déjà le cas pour les deux autres brigades russes transportées en France (la deuxième et la quatrième), voire de les renvoyer sur le front nord-est. Mais le haut commandement français s'y est opposé, à cause des risques de « contamination » révolutionnaire, sauf éventuellement pour une petite minorité de « meilleurs éléments », après un « choix rigoureux » et « aucun soviet toléré »[33].

C'est pourquoi les soldats au Courneau sont en fait dans une impasse, dans l'indécision permanente des responsables au plus haut niveau. La « démoralisation » est d'abord la conséquence de « l'absence de tout travail militaire pendant plus de six mois »[34]. Dans son rapport confidentiel du 5 octobre au commandant de la 18e Région militaire, Fonssagrives écrit : « La situation a besoin d'être surveillée, et le long séjour d'une troupe aussi nombreuse au camp du Courneau dans l'inaction n'est pas pour l'améliorer. » Dès le mois de juin 1917, avant même l'arrivée à La Courtine, un lieutenant du cinquième régiment avait tenu dans une conversation privée les propos suivants : « Il ne faudrait pas laisser les troupes russes trop longtemps inactives, car la nostalgie aidant, elles redeviendraient indisciplinées. » Le 27 octobre 1917, Fonssagrives tire la sonnette d'alarme dans un rapport : « Le maintien des Russes dans l'inaction à peu près complète, avec un effectif considérable […] ne saurait se prolonger. » Pourtant, il faut attendre encore plus de deux mois pour assister à leur départ.

La population civile

La population civile des alentours apprécie peu la cohabitation avec eux, même si chacun vit de son côté, exception faite des relations commerciales. À l'arrivée des Russes, « l'accueil […] a été froid » ; « on les considère comme mal intentionnés et l'on a un peu peur d'eux »[35] ; « la présence prolongée des troupes russes au camp du Courneau inquiète le public ; elles sont vues d'un mauvais œil, et toute la région éprouvera une réelle satisfaction le jour où elles partiront »[36]. Seuls « les commerçants ne s'en plaignent pas »[37], et les « négociants testerins et arcachonnais voient partir avec regret des clients dépensiers qui ne marchandent pas »[38]. Certains particuliers aussi font de « beaux bénéfices »[39], en « tirent de sérieuses ressources supplémentaires »[40], par exemple en leur louant des chambres, comme on l'a déjà évoqué.

La population civile locale, ainsi que les estivants et les permissionnaires, s'offusquent grandement du désœuvrement

Sources :

[32] *In La chanson des blés durs, Brusson jeune, 1872-1972, Toulouse, 1993.*

[33] *Acceptation de Foch le 4 octobre.*

[34] *Suite de la note des Renseignements généraux du 12 novembre 1917.*

[35] *Note du capitaine Jourdain, commandant d'armes de la place d'Arcachon au général Auger, 17 août 1917*

[36] *Courrier du commissaire spécial au commandant de la 18e Région militaire 8 décembre 1917*

[37] *Note du capitaine Jourdain à Fonssagrives, 22 octobre 1917.*

[38] *Courrier du commissaire spécial au préfet le 30 décembre 1917.*

[39] *Lettre de Fonsagrives au commandant de la 18e Région militaire, 1er novembre 1917. Il ajoute : « Les Testerins, à de rares exceptions près, exploitent sans pudeur les Alliés. »*

[40] *Idem, à la date du 25 octobre 1917.*

des troupes russes. Ils « sont loin d'être satisfaits de voir ici, en villégiature en quelque sorte, des troupes qui devraient être au front »[41]. Pour eux, les soldats russes sont des planqués, « des gens qui ne veulent pas se battre »[42], étant dans l'ignorance de leur participation active à l'offensive Nivelle du mois d'avril. « Ils trouvent étonnant qu'il soit permis à ces troupes envoyées en punition au camp du Courneau[…] d'envahir les cafés, théâtres et hôtels. »[43]

Le commissaire de police d'Arcachon, ignorant sans doute les règles du camp, et surtout le statut des troupes russes à l'arrière, demande au préfet rien de moins que leur incarcération. On mesure ici le fossé qui existe entre les deux communautés. Un incident survenu au Grand Hôtel d'Arcachon le 6 septembre l'illustre bien.

Des officiers français, venus de l'École de tir aérien de Cazaux, ont fait montre de leur indignation à des officiers russes, qui dansaient le tango dans les salons, le jour même où on venait d'apprendre la prise de la ville lettonne de Riga par les troupes allemandes, grande défaite pour leur armée et les Alliés en général. À leurs yeux, ils auraient dû faire preuve de plus de décence et de patriotisme. Mais les Russes aussi pensent que les Français de l'arrière sont des planqués. Ils rétorquent aux officiers français : « Vous faites la guerre à Cazaux, vous pouvez danser avec nous ! » L'adjudant du service de place d'Arcachon se fait de son côté traiter d'« embusqué » lors d'une altercation avec un Russe le 26 octobre, qui lui dit : « Toi jamais allé au front, sale bête, bandit ; moi, trois ans de front, moi trois fois blessé. » On retrouve ici la preuve que les combattants russes, souvent des vétérans, étaient toujours attachés à leur devoir militaire et n'acceptaient pas, en tout cas, qu'on bafoue leur honneur.

Cette phrase, transcrite volontairement par les autorités dans un français approximatif, laisse à penser aussi qu'ils s'efforçaient de communiquer dans notre langue. Cela pose la question de la différence linguistique, qui n'a certainement pas été pour rien dans l'accentuation du fossé entre les deux communautés. Certes, il y avait des interprètes, tel Alexandre Zinoviev à l'ambulance russe, déjà cité, et les officiers maniaient souvent la langue française, langue des élites sociales européennes. Mais ce n'était pas le cas de la troupe, par ailleurs massivement analphabète.

Cette dernière était d'autant moins comprise de la population civile qu'elle choquait également par des « mœurs différentes »[44]. Le meilleur exemple en est l'habitude des soldats russes de se baigner nus dans le lac de Cazaux « dans des poses qui indignent avec raison les nombreux promeneurs qui vont visiter le lac »[45], précise le commissaire spécial de Bordeaux. Ces « singuliers baigneurs » « provoquent le scandale », à une époque où les règles sociales bourgeoises de la pudeur imposent par la police des bains des tenues masquant les formes corporelles.

D'une manière générale, les soldats russes transposent des habitudes de vie simple et fruste dans l'environnement du camp, d'ailleurs à l'état très naturel à l'époque. Ils campent dans les bois, vivent de leur pêche ou de leur chasse, allumant des feux,« au lieu-dit Curepipe », indique un rapport du commissaire spécial au préfet du 12 septembre[46]. Pour eux, les règles de la bienséance et de l'hygiène à la française n'existent pas ; ils n'utilisent pas les latrines, qui tombent en ruine ; l'ensemble du camp est signalé comme étant dans un état de saleté repoussante, notamment

Sources :

[41] Lettre du maire d'Arcachon à Fonssagrives 24 octobre 1917. Le commissaire de police d'Arcachon, dans une lettre au préfet du 26 août, fustigeait aussi le « scandale de troupes indisciplinées villégiaturant ici, quand nos soldats se battent si valeureusement à leurs lieu et place ».

[42] Voir la note 56.

[43] Lettre du commissaire de police d'Arcachon au préfet.

[44] Lettre de Fonssagrives au commandant de la 18e Région, 8 septembre 1917.

[45] Rapport confidentiel du 20 août 1917.

[46] Voir aussi une lettre de Fonssagrives au commandant de la 18e Région militaire du 21 septembre 1917.

par un rapport médical du 31 octobre[47], mais, écrit Fonssagrives au commandant de la 18e Région militaire le 1er décembre, « la seule excuse qu'ils ont pu trouver est qu'en Russie les abords des maisons sont incomparablement plus sales ».

Pourtant, certains hommes, du moins les plus lettrés, se plaignent de cette saleté, d'abord due à leurs yeux à la négligence des autorités françaises, et donc cause de révolte.

Le courrier d'un soldat du 5e régiment au rédacteur du journal Le soldat citoyen russe en France évoque les parasites qui ont envahi les chambrées [48]: « Les baraques sont pleines de puces et autres insectes. Nous sommes dévorés, c'est pourquoi les soldats sont agités et dissolus. »

Comment ?
Des manifestations multiples

Il faut à présent déterminer en quoi ont consisté au long de ces cinq mois les différentes formes de l'« agitation » de ces troupes, qui aurait pu peut-être déboucher sur une mutinerie : refus de l'autorité hiérarchique, multiples violences, exercice de la citoyenneté et de la liberté, et enfin conduites déviantes, voire menaçantes, vis-à-vis de la population locale.

Le camp militaire du Courneau en 1917. La gare

L'indiscipline, accompagnée de violence

Elle est déjà signalée au mois de mai[49], alors même que la troisième brigade « donne l'impression d'être encore solidement en main » ; « toutefois les officiers russes ne paraissent jouir que d'un prestige et d'une autorité très contestés ». On constate donc un décalage entre un ordre extérieur apparent, notamment à la manœuvre où « la troupe fait plaisir à voir [50]», et la réalité d'une armée « qui avait perdu toute notion de la discipline »[51]. Le commandement russe est « réduit à l'impuissance » constate Clemenceau le 19 novembre. Le 25 novembre 1917, un sous-lieutenant écrit à une femme de sa famille à Kiev : « Nos soldats continuent à ne vouloir aucunement se soumettre à leurs officiers. » Cela touche aussi bien le sommet de la hiérarchie[52] que le commandant de compagnie[53], et les sous-officiers sont « dépourvus d'autorité »[54]. Un lieutenant du 6e régiment[55] s'interroge : « Quel est le rôle de l'officier ? Je n'en sais plus rien ! » Lorsque le

Sources :

[47] Plusieurs courriers décrivent en détail cet état de saleté : une lettre de l'officier d'administration du camp au chef du génie à Bordeaux le 28 octobre, à propos de la visite du général Pershing, qui le constate « avec déplaisir »; une lettre du commandant de la 18e Région au commandant de la Division du 3 novembre 1917; une lettre de Clemenceau lui-même, président du Conseil, à Zankévitch le 21 novembre.

[48] Courrier du 10 septembre 1917.

[49] Note pour le ministre de la Guerre, 23 mai 1917.

[50] Note du général Auger au commandant de la 18e Région militaire, 25 août 1917, il rajoute : « Pas d'hommes débraillés. »

[51] Note du commandant de la 18e Région militaire au ministre de la Guerre 10 septembre 1917, pourtant au moment de l'envoi de troupes pour la répression de La Courtine.

[52] Duboin à Vidalon le 11 décembre 1917 : « Le général Zankévitch n'a aucune autorité sur les troupes. »

[53] Lettre d'un lieutenant du 6e régiment à une demoiselle de Pétrograd, 1er novembre 1917 : « le commandant de compagnie est sans autorité, il n'a aucun droit ».

[54] Voir note 70.

[55] Voir note 74.

général américain Pershing visite le camp le 28 octobre, en vue de la future installation de ses troupes, il demande aux officiers russes « comment ils espéraient obtenir un résultat au front avec de tels hommes, étant donné qu'ils n'écoutaient pas les ordres qui leur étaient donnés pour l'aménagement de leur cantonnement »[56].

À vrai dire, la hiérarchie est renversée, par la présence des soviets et des conseils disciplinaires. Des soldats sont parfois appréhendés en ville avec des titres de permission collectifs, ce qui est interdit en principe, et signés par le secrétaire du comité[57], en lieu et place de leur chef de corps ou du commandant de la Division, s'il s'agit d'Arcachon ; le cas d'un soldat à Arcachon en possession d'un titre signé en blanc par le président du comité est porté devant le tribunal disciplinaire de la première compagnie lors de sa séance du 19 novembre. Fonssagrives constate à l'occasion que « les colonels russes ont dû recevoir de leurs soldats des ordres »[58], et ce sont des miliciens dépendant des comités qui exercent pour les Russes à l'intérieur du camp le pouvoir de police. Aussi les soldats n'hésitent-ils pas à user de violence envers ceux qui sont en principe leurs supérieurs, même à propos de broutilles. Ainsi, le colonel Narbout, commandant la Division par intérim lors des nombreuses absences du général Lokhvitsky, signale à Fonssagrives le 31 octobre qu'un soldat du 5e régiment a frappé un sous-officier à la jambe avec un poignard, « ce dernier lui avait ordonné de cesser une partie de cartes, car cela empêchait ses camarades de dormir ». Parfois, le motif est plus profond et traduit le potentiel révolutionnaire des troupes. Ainsi, un capitaine, commandant de compagnie, qui voulait demander l'éloignement d'un caporal et de deux soldats pour faute lors de l'exercice, s'est vu apostropher par l'un de ces derniers : « Si tu veux maintenir l'Ancien Régime, je te tuerai. »[59]. Cette menace ne fut pas mise à exécution, par peur du conseil de guerre de la Division, qui se tenait à Paris.

Bien entendu, l'indiscipline s'observe aussi envers les autorités françaises, à la fois parce que, comme nous l'avons déjà expliqué, le règlement du camp est en contradiction avec les nouveaux règlements russes, et parce que, de toute façon, elles n'ont pas d'autorité directe sur les troupes russes, qui sont des alliées, et non des troupes ennemies prisonnières. Il semble cependant que, au début du moins, les soldats russes saluent les supérieurs français, si on en croit le témoignage du général Auger[60] en visite, quel que soit le lieu de rencontre, camp, route, ville, restaurant. L'indiscipline se mesure essentiellement dans le non-respect des consignes du règlement intérieur. Par exemple, l'ordre n°7 signé par le général Lokhvitsky répercute les observations de Fonssagrives à ce sujet, dans le domaine de la vie quotidienne : « Les déchets sont déposés dans le voisinage des cuisines, au lieu d'être transportés dans des fosses ménagées à cet effet ; le lessivage est fait parfois dans les réservoirs d'eau potable ; les voitures, au lieu de suivre les routes tracées, vont à travers le camp, et abîment les fossés creusés pour l'écoulement des eaux ; des brasiers pouvant occasionner des incendies sont allumés près des baraques le jour et la nuit ; on entend chaque nuit des coups de feu qui peuvent occasionner des accidents graves. »[61]

Par ailleurs, nous avons déjà vu que de nombreux Russes font « l'école buissonnière »[62],alors que les permissions de nuit ne sont pas autorisées[63], et ils circulent souvent en situation irrégulière, voire même sans titre de permission. Par exemple, le colonel Narbout

Sources :

[56] *Rapporté dans la lettre d'un officier d'administration, qui visite le camp avec Pershing, au chef du génie de Bordeaux.*

[57] *Note du colonel Narbout à Fonssagrives, 10 octobre 1917.*

[58] *Fonssagrives au commandant de la 18e Région militaire, 28 octobre 1917.*

[59] *Idem le 27 septembre 1917.*

[60] *Note du 25 août au commandant de la 18e Région militaire.*

[61] *19 août/1er septembre 1917.*

[62] *Note de Fonssagrives au commandant de la 18e Région militaire, 21 septembre 1917.*

[63] *Seules des permissions de détente de sept jours peuvent être accordées une fois tous les quatre mois.*

envoie à Fonssagrives le 10 octobre une liste nominative[64] de 48 militaires des 1er, 2e et 6e régiments, qui ont été sanctionnés pour cette raison par le conseil disciplinaire. Apparemment, ils font aussi le mur, si l'on peut dire, le camp étant entouré d'une « barrière en ronce artificielle »[65]. Le général Lokhvitsky, dans un ordre resté lettre morte[66], demande le rétablissement des limites physiques du camp, car les fils de fer qui l'entourent ont été sectionnés et des passages établis. Le médecin-chef de l'hôpital du camp se plaint le 8 novembre auprès de Fonssagrives : « La clôture de l'hôpital est à tout instant démolie dans un point ou dans un autre, les escalades et sorties irrégulières sont des plus fréquentes. »

Plus grave que tout ce laisser-aller, contre lequel Fonssagrives s'efforce chaque jour de lutter, en se plaignant de l'incurie du commandement russe, s'exprime une violence envers ceux qui sont chargés de faire respecter les consignes, notamment les patrouilles et rondes, plantons et sentinelles. Les incidents les plus courants ont lieu près des boutiques des « mercantis », commerçants testerins installés aux abords du camp, au nord et au sud, après les heures de fermeture. Les sentinelles formées de tirailleurs sénégalais[67] se font frapper parce qu'elles tentent d'en interdire l'accès aux soldats russes[68]. Le colonel Narbout avertit le 6 novembre les troupes russes que, dorénavant, les sentinelles françaises pourront faire usage de leurs armes : « Je préviens donc tous les militaires de la Division des conséquences qui peuvent en résulter. » Un face à face entre Russes et Français aurait pu alors dégénérer, d'autant qu'un incident « vraiment sérieux »[69] s'était déjà produit le 26 octobre : environ 80 Russes s'étaient rassemblés armés de bâtons et menaçaient une patrouille sénégalaise, qui avait dû faire appel à des renforts. Un russe avait été conduit en prison pour avoir frappé le sergent, chef de patrouille ; ses camarades avaient alors « crié que si on ne le relâchait pas, ils s'attaqueraient aux Sénégalais et les massacreraient ».

Il semble que Fonssagrives se soit vraiment inquiété de cet événement, alors que, de coutume, il avait plutôt tendance à minimiser les faits, ou du moins à ne pas les dramatiser, par opposition aux autorités civiles, notamment les maires, qui voulaient à tout prix le départ des Russes. Mais aucun autre fait à caractère dramatique n'apparaît dans les archives[70], peut-être parce que les soviets ont joué un rôle modérateur de maintien d'une discipline révolutionnaire.

L'exercice de la citoyenneté

La création de comités de soldats a eu lieu très tôt dans la troisième brigade, et paradoxalement avant même ceux de la première, ce qui montre une fois de plus son degré de conscience politique révolutionnaire. En effet, une lettre datée du 12 mai 1917[71] du commandant Fournier, chef d'état-major français auprès du commandement russe, le confirme : « Depuis la prestation du serment au Gouvernement provisoire, les soldats russes ont constitué dans chaque unité des délégués qui ont […] exprimé des désirs, et obtenu des satisfactions dans le régime de la vie intérieure de régiments. »[72] La situation est à présent « officiellement reconnue et réglementée ». Il joint un extrait d'un prikase (ordre) portant le règlement du comité des soldats de la troisième brigade, et précise que celui de la

Sources :

[64] *On y trouve un Michel Molodtzoff, qui a pris huit jours de corvée pour être allé à Arcachon sans permission !*

[65] *Voir les consignes générales du camp.*

[66] *Ordre du 4 septembre 1917, réitéré par la suite.*

[67] *Une compagnie sénégalaise a été maintenue au camp dans un but de maintien de l'ordre.*

[68] *Incidents du 19 octobre et du 5 novembre, fréquents, car Fonssagrives écrit ce même jour au colonel Rakitine chef d'état-major russe : « Une fois de plus, des sentinelles sénégalaises ont été frappées par des militaires russes, agression injustifiable ».*

[69] *Rapport de Fonssagrives du 27 octobre.*

[70] *Si ce n'est le 19 décembre au soir où « une bande de soldats russes tirait des coups de révolver dans toutes les directions ».*

[71] *Ecrite au Général commandant la quatrième armée.*

[72] *5 avril 1917.*

première est créé simplement à ce moment-là. « Ces documents reconnaissent l'existence légale des assemblées de soldats, de comités élus par les assemblées, et de représentants de comités chargés de traiter les questions avec le commandement. » Fournier ajoute que c'est la marque de la « participation des soldats au mouvement politique et à la direction de leur existence militaire ».

Sur le plan local, le ton des autorités françaises n'est pas le même ; il serait même plutôt à l'ironie. Fonssagrives écrit au Commandant de la 18e Région militaire le 17 octobre 1917 : « Les Russes s'amusent au jeu, nouveau pour eux, des assemblées délibérantes. » Le 27 octobre, dans un rapport, il pense que cela leur tourne la tête : « Depuis la longue série de réunions publiques qu'ils viennent de tenir, les Russes sont désaxés. » Pour lui, les échanges ne sont que des « palabres », des « mots vides », dont « la masse se grise ». Pour la commission de contrôle postal de Bordeaux[73], cette dernière est manipulée par des « meneurs », des « braillards dont le nombre devient de plus en plus grand ». Pour le commandant de la 18e Région militaire, ce sont des « agitateurs »[74], des « beaux parleurs »[75]. Afin de se faire une idée des débats, on peut lire la lettre[76] d'un soldat qui se souvient avec nostalgie en février 1918, « des beaux jours de La Courtine ou du Courneau », des « belles phrases sur le socialisme, sur le droit des peuples ».

Les délégués élus sont en général choisis, car ils savent lire et écrire. Au début (10 mai), c'est le cas du délégué provisoire du 6e Régiment au comité de sa compagnie, le caporal Anissim Otmakhov[77]. Les délégués de la troisième brigade au premier congrès des soviets de Petrograd (juin 1917) sont les soldats Afitzoguenov et Tchachine, « soldats ordinaires, pas plus excités que leurs camarades »[78]. Une note du 29 mai1917, issue des Renseignements généraux de l'état-major de l'Armée, précise que les dix délégués des soldats russes en France « n'appartiennent pas au monde intellectuel », « paraissent très intelligents ». « Il y a parmi eux plusieurs cultivateurs, un voyageur de commerce, un lithographe, un photographe ».

« Ils souhaitent que des négociations puissent bientôt être entamées par les Alliés pour la conclusion d'une paix sans annexion et sans indemnité. » Cela pose la question de l'existence ou non d'un sentiment pacifiste chez ces troupes. Pour les autorités françaises, pas de doute qu'il existe, associé de leur point de vue à un sentiment de « germanolâtrie »[79] défaitiste, anti-Entente, ou anti-français. Dès le 8 septembre, le commissaire spécial de Bordeaux écrit au préfet que c'est un « milieu complètement infesté par les idées pacifistes » ; la commission de contrôle postal de Bordeaux indique[80] que certains hommes « ont honte des opinions pacifistes de la majorité de leurs camarades ». Effectivement, le 17 octobre l'idée d'aller rejoindre l'armée d'Orient est repoussée, même si c'est « à une faible majorité », écrit Fonssagrives. À un lieutenant du 6e régiment[81] qui rappelle ses hommes « au devoir, à la raison, à l'honneur », qui leur « montre la Patrie envahie par l'Allemand », ils répondent : « Qu'est-ce que cela peut nous faire ? N'avons-nous pas beaucoup de terre ? Il y en aura pour tout le monde. » L'un d'eux ajoute : « Et à quoi me servira la liberté si je suis mort ? » Le plus souvent, il s'agit d'abord, comme dans les mutineries qui ont touché l'armée française, d'un dégoût

Sources :

[73] *2e rapport mensuel 15 septembre/15 octobre 1917.*

[74] *Expression utilisée dans une lettre au ministre de la Guerre le 26 août 1917.*

[75] *Expression utilisée dans une lettre au président du Conseil le 14 décembre 1917.*

[76] *Issue du contrôle postal de Dieppe.*

[77] *Voir note 9.*

[78] *Courrier du ministre de la Guerre à l'attaché militaire de l'ambassade de France à Petrograd 19 juin 1917.*

[79] *Lettre du commissaire spécial de Bordeaux au commandant de la 18e Région militaire, 24 décembre 1917; on est alors après l'armistice de Brest-Litovsk.*

[80] *Dans son rapport mensuel, 15 septembre/15 octobre.*

[81] *Lettre du 1er novembre à une demoiselle de Petrograd.*

Soldats russes au stade Matéo-Petit d'Arcachon, épreuve argentique anonyme, 1917 (Collection particulière)

de la guerre. Un homme du 1er régiment écrit dans une lettre vers la Russie en octobre : « Nous en avons assez de la guerre. » Et un soldat écrit le 11 novembre à un membre de sa famille soldat en Russie : « Si quelqu'un vous parle de la guerre jusqu'à la fin victorieuse, embrochez-le ! »

À cette date, les idées de Kerensky ont été apparemment balayées par l'écho de la Révolution d'octobre (novembre). L'influence bolchévique aurait fait son œuvre ; dès le début d'ailleurs, la troisième brigade est encouragée par les léninistes. Un appel, publié le 29 juin 1917 par la Soldatskaya Pravda[82], en est une illustration : « Camarades ! Organisez-vous, suivez l'exemple de […] ceux de la troisième brigade. Formez des comités, formulez des réclamations et défendez-les ! » En juin, au premier congrès des soviets, c'est la première brigade qui semble, aux yeux des autorités françaises[83], montrer paradoxalement un « meilleur esprit » militaire que la troisième, à cause de ses faits d'armes à Courcy au nord de Reims en avril 1917. L'état d'esprit « commun à toute la troisième brigade » est conforme aux « déclarations au conseil des ouvriers et soldats », c'est-à-dire une recherche de paix « sans annexion ni indemnité », selon le langage propre aux « maximalistes ». Les idées bolchéviques semblent progresser encore au mois d'octobre, si l'on en croit les rapports confidentiels de Fonssagrives[84], qui remarque une recrudescence des débats au moment des élections de comités : « Il se fait en ce moment au camp un peu plus de politique que d'habitude », « on cause beaucoup et l'on escompte des choix plus révolutionnaires que les précédents » ; il y a « des réunions de soldats dans lesquelles des motions un peu plus radicales auraient été faites ». Le commissaire spécial de Bordeaux cite[85]« le maximaliste Zueff, délégué des soldats, personnage qui disposerait […] d'une certaine influence sur ses camarades ».

Pourtant, pour le deuxième congrès des délégués des troupes russes au lendemain de la Révolution d'octobre (7 novembre), le comité de Division

Sources :

[82] *Publication jumelle de la Pravda, créée par Lénine à destination des soldats en avril 1917.*

[83] *Voir note 98.*

[84] *5 octobre 1917 au commandant de la 18e Région militaire.*

[85] *Lettre au préfet, 21 novembre 1917.*

n'a pas renouvelé le mandat des deux délégués envoyés au soviet de Petrograd, « car ils représentaient mal la tendance du corps expéditionnaire et lui donnaient une nuance bolchévik »[86]. On peut donc supposer que cette « tendance » était majoritairement plutôt celle des menchéviks et des socialistes-révolutionnaires modérés, ces derniers fortement appuyés sur leur base paysanne. Ils auraient conservé la majorité aux élections du camp du Courneau, contrairement à ce qui s'est passé à Petrograd. C'est peut-être ce qui explique le départ de Zueff à Paris le 19 novembre.

Visiblement, les pro-bolchéviks ne désarment pas, car les élus se plaignent de la désobéissance des soldats à leur encontre et de « la propagande de méfiance vis-à-vis d'eux ». Les élus fustigent à leur tour la « décomposition » de la troupe, qu'ils attribuent certes aux représentants du gouvernement provisoire, mais aussi aux soldats eux-mêmes ; ils vont jusqu'à dire que les soldats « ne sont pas des révolutionnaires dans leur grande masse », au sens où ils l'entendent bien entendu. Pour ces derniers, serait bien « seulement ce qui est agréable ou désirable ». C'est peut-être en partie ce qui peut expliquer leur comportement sur place.

Des conduites déviantes, qui effraient la population

Le commissaire spécial de Bordeaux écrit en effet en ce sens au préfet [87]: « Le laisser-aller est général. On se laisse vivre, tout en se disant que cela ne peut durer. » Le maire de La Teste-de-Buch écrit au préfet le 7 novembre que les militaires continuent à mener dans le pays une « existence facile et encombrante ». Le télégramme d'un capitaine le constate dès le 21 août : « Nos troupes en France se trouvent dans un état de décomposition totale et présentent un danger pour la population voisine. » C'est effectivement ce qu'on peut observer aux alentours du camp du Courneau au cours des cinq mois de présence des troupes russes, ne serait-ce d'abord que par les excès auxquels elles se livrent de par leur trop grande oisiveté.

Le lieutenant du 6e régiment, dont nous avons déjà retranscrit à plusieurs reprises des morceaux de sa lettre [88]« à une demoiselle de Petrograd », écrit : « La liberté s'est traduite en beuveries, luxure et scandales » ; c'est en quelque sorte une ivresse à tous les sens du terme qui saisit les militaires du corps expéditionnaire.

Au sens propre, « les ravages de l'alcoolisme sont considérables », écrit une note qui remonte à l'état-major le 27 novembre 1917[89].C'est une constante, puisque, dès le 20 août, le commissaire spécial de Bordeaux indique à propos des militaires du Courneau dans un rapport confidentiel : « Ils se saoûlent, font du tapage la nuit, provoquent le scandale. » On peut lire dans un courrier envoyé du Courneau à La Courtine en septembre : « L'ordre n'est pas parfait, il y a beaucoup d'hommes ivres, surtout de la troisième brigade. » Cela amplifie en effet les violences déjà signalées[90] et les excuse parfois aux yeux des responsables russes. Par exemple, interrogé à propos de quatre militaires envoyés à l'hôpital pour « accidents »[91], le chef d'état-major russe répond à Fonssagrives que ces hommes étaient saoûls ; il « a eu l'air de ne pas s'émotionner le moins du monde d'une chose aussi naturelle », ironise ce dernier[92].

Sources :

[86] *Résumé des délibérations par les Renseignements généraux de l'état-major de l'armée, 12 novembre 1917.*

[87] *Dans sa lettre du 21 novembre 1917.*

[88] *Du 1er novembre.*

[89] *Pour le colonel Cros, chargé de l'organisation des troupes russes en France.*

[90] *On peut citer à titre d'exemples deux faits rapporté par Fonssagrives, l'un le 25 octobre (un soldat du 6e régiment « en état d'ivresse coupable d'avoir assailli une voiture dans laquelle se trouvaient deux femmes dont l'une a été frappée par lui »), l'autre le 9 novembre (un soldat du 5e régiment « en état complet d'ivresse, venait de tirer sans aucun motif un coup de révolver dans la direction d'un marin français qui passait dans la rue du Port » à La Teste-de-Buch).*

[91] *Coup de couteau, balle de fusil, balle de révolver, coup de crosse de fusil.*

[92] *Lettre au commandant de la 18e région du 28 octobre. l'armistice de Brest-Litovsk.*

Il est vrai que l'ivresse touche aussi bien les soldats que leurs supérieurs[93], et même les miliciens, chargés pourtant de faire respecter l'ordre. Le général Auger[94] remarque qu'il y a « trop d'ivrognes parmi les officiers, même de grade élevé, cela ne prête pas à l'exercice du commandement ». Pour se procurer de l'alcool, les militaires « fréquentent les cafés et achètent des spiritueux dans les épiceries »[95], précise Jourdain, commandant d'armes d'Arcachon, au général Auger le 17 août. C'est pourquoi il rappelle aux commerçants l'interdiction d'en vendre aux militaires de toutes nationalités[96]. Cette interdiction est ensuite apparemment respectée, « ils semblent s'être résignés à ne boire que du vin », écrit le même Jourdain à Fonssagrives, ce qui pour lui est indéniablement préférable[97].

Comme on l'a déjà entrevu à propos des officiers, les militaires russes dépensent également leur solde dans des relations sexuelles tarifées. Dès le 26 août, le commissaire de police d'Arcachon fait « surveiller toutes les femmes fréquentant ces officiers et soldats, et déjà de nombreuses mises en carte ont été faites »[98]. Le 1er novembre, Fonssagrives écrit au commandant de la 18e région : « Il semblerait que les régions voisines se sont vidées de femmes de mauvaise vie au "bénéfice" des villes voisines du camp […]. La prostitution clandestine nous trouve désarmés ». Aussi n'est-il pas étonnant que les maladies vénériennes fassent des ravages parmi les troupes. Une note, rédigée pour l'état-major sur la situation sanitaire, déduit des lettres interceptées par la commission de contrôle postal de Bordeaux que « la grande majorité des soldats seraient contaminés et syphilitiques ». Un rapport sur la situation du service de santé est présenté début novembre devant le deuxième congrès des délégués des troupes russes en France, où on peut lire : « Tout le corps expéditionnaire est malade, tellement le nombre de vénériens est grand ; l'inaction est la grande cause de propagation des maladies vénériennes. »

La situation est tellement grave que les autorités prennent peur pour la société dans son ensemble et s'efforcent de prendre des mesures de prophylaxie. Il en est de même à propos d'un cas de fièvre typhoïde détecté au Courneau lors d'une visite du service de santé, au début de novembre. Fonssagrives, dans une lettre du 8 au commandant de la Division, évoque même douze malades. Il craint « la menace d'une épidémie », par « manque d'hygiène des soldats russes », accuse-t-il. Il ne met bien sûr pas en avant le fait que les Russes n'étaient pas censés participer aux travaux d'entretien du camp, effectués par deux compagnies indochinoises[99].

La liberté des Russes se transforme vite en licence, quand ils enfreignent les règles de vie sociale, par exemple la police des chemins de fer. Le 21 août, le concessionnaire de la ligne La Teste-de-Buch/Cazaux se plaint auprès de Fonssagrives qu'ils « envahissent les voitures sans qu'il soit possible d'effectuer la distribution des billets et la perception des frais de transport ». De plus, à cheval ou en voiture, ils « empruntent la plateforme de la voie pour circuler ». Cet état de choses, dit-il, est « susceptible d'apporter des troubles graves dans l'exploitation du réseau, de créer des incidents regrettables, et même d'occasionner des accidents sérieux ». Les règlements municipaux en dehors du camp

---

Sources :

[93] *Chez les sous-officiers, citons l'anecdote d'un caporal du 5e régiment, 2e compagnie de mitrailleuses, qui s'endort « très ivre » en plein théâtre du Trianon et cause du scandale à son réveil (Fonssagrives au commandant de la 18e Région, 27 octobre.)*

[94] *Lettre du 25 août au commandant de la 18e Région.*

[95] *Qui ferment théoriquement à 21h30.*

[96] *Avis confirmé par le commissaire de police d'Arcachon, dans sa lettre au préfet du 26 août, « les achats dépassant toute imagination ».*

[97] *Le vin est considéré comme une boisson énergisante pour les soldats.*

[98] *Lettre au préfet du 26 août.*

[99] *Rapport du chef de génie de Bordeaux du 30 octobre 1917.*

ne paraissent pas plus respectés. Par exemple, lors de ce que Fonssagrives appelle leurs « essais de vie libre »[100], ils ne se soucient pas des risques d'incendie. Le maire de La Teste-de-Buch avertit le préfet le 29 septembre : « Ils ne connaissent pas l'extrême facilité avec laquelle le feu se communique à nos landes » ; nous allons « au-devant d'un sinistre qui pourrait devenir un véritable désastre ».

Par ailleurs, les Russes ne sont pas avares de reproches envers des Français dont ils ressentent fortement l'hostilité. Cela se perçoit nettement dans leur correspondance interceptée par la commission de contrôle postal de Bordeaux. On peut lire dans un courrier pour Moscou du 27 septembre 1917 : « Les Français nous regardent de travers et disent que la Russie est perdue. Les Russes leur rendent la pareille et leur renvoient leurs mauvais regards et leurs insolences. Les Français sont très fiers et ont beaucoup d'amour propre. Beaucoup de Français nous traitent d'Allemands, de traîtres. Il faut tout supporter. » Un soldat du cinquième régiment écrit à son frère soldat en Russie le 4 novembre : « Les Français nous traitent très mal. Nous ne voulons plus voir les Français. Ce ne sont pas des Alliés, mais le diable sait quoi ! » Une anecdote[101] vécue le 27 septembre par un officier russe permissionnaire en gare du Courneau est également significative : un employé a refusé d'enregistrer sa bicyclette de « manière grossière et brusque » ; il le traite en retour lui aussi de « boche », en spécifiant que, « pendant cette guerre, ce mot s'emploie en français pour exprimer tout ce qui est brutal et grossier ».

Cette hostilité explique sans doute en partie pourquoi les atteintes aux biens ne sont pas rares, même si les autorités civiles ont intérêt à les exagérer, pour hâter le départ des troupes russes, comme on l'a déjà vu. C'est le cas du maire de La Teste-de-Buch, sur la commune duquel le camp est implanté. Dans sa lettre au préfet du 29 septembre, il signale les vols[102], pillages dans les terres cultivées (potagers et vignes), violations de domicile[103] comme étant « de plus en plus fréquents ». Il réitère dans une lettre du 7 novembre au même destinataire, citant des « pillages et dommages commis à la propriété d'autrui », « constatés par mon garde champêtre ». Il est vrai qu'il estime en être l'une des victimes, relatant à plusieurs reprises la pénétration de Russes dans sa propriété. Si on regarde de plus près son récit[104], on s'aperçoit néanmoins qu'il s'agit plutôt de soldats qui ont toqué à sa porte en pleine nuit pour demander « des cigarettes et à boire ». Fonssagrives n'est pas dupe et lui signifie avec humour, « en ce qui concerne les heurts aux portes, que, si les habitants et habitantes de La Teste n'avaient pas reçu les Russes à bras et lits ouverts, ceux-ci n'auraient pas cherché à continuer d'agréables relations »[105].

Néanmoins, le climat de peur est réel, et le maire l'entretient en poussant ses administrés à utiliser des armes à feu « contre toute personne qui nuitamment violerait leur domicile »[106]. Les soldats, de leur côté, l'entretiennent aussi par des menaces physiques avec leurs fusils, notamment vis-à-vis des femmes, lorsqu'ils se livrent à des déprédations. Deux exemples sont rapportés au mois de novembre. Le froid les pousse encore plus à voler pour améliorer leur quotidien, comme c'est le cas de piquets de clôture et de chênes dans « une propriété bordant la route de Cazaux », « pour en faire du bois de chauffage »[107].

Sources :

[100] *Lettre au commandant de la 18erégion militaire du 21 septembre 1917.*

[101] *Racontée par son supérieur le capitaine Friedman.*

[102] *Par exemple un soldat a été pris en flagrant délit de vol de bicyclette au préjudice d'un infirmier de l'hôpital d'Arcachon, d'après une lettre de Fonssagrives au commandant de la 18e Région militaire du 28 octobre.*

[103] *Le commissaire spécial de Bordeaux écrit dans un rapport confidentiel du 20 août : « Ils pénètrent dans les propriétés privées et y couchent dans les granges. »*

[104] *Lettre à Fonssagrives du 10 septembre.*

[105] *Propos relatés dans une lettre confidentielle du 18 septembre au commandant de la 18e Région militaire.*

[106] *Voir note 125.*

[107] *Lettre de Fonssagrives au commandant de la Division du 29 novembre.*

Pourquoi une absence de mutinerie ?

Nous constatons donc que des risques de violence grave existaient, tant à l'intérieur qu'à l'extérieur d'un camp, où les soldats ne se plaisaient généralement pas[108], étaient comme dans une parenthèse, dans l'attente d'une solution pour leur avenir. Mais ils n'ont pas débouché sur une mutinerie, il est temps maintenant de se demander plus précisément pourquoi.

L'attitude des autorités françaises

On peut d'abord mettre en avant le gant de fer dans une main de velours que semblent avoir porté ces autorités pendant toute la durée du séjour des troupes russes. C'est le principe que le ministre de la Guerre ordonne dès le 29 juillet au commandant de la 18e Région militaire, appelé à les accueillir au camp du Courneau : il convient « de s'inspirer avant tout, dans la situation actuelle, de prudence et de tact autant que de fermeté, de manière à prévenir ou amortir tout incident qui pourrait compliquer nos relations avec nos alliés russes ». Le colonel Narbout approuve ce principe le 20 août dans une lettre au commandant de la 18e Région militaire : les seules mesures susceptibles de rétablir la discipline « sont des mesures progressives et empreintes de bienveillance ; des mesures trop brusques auraient le résultat nettement contraire ».

Pour le commandant de la 18e Région militaire, Fonssagrives est l'homme de la situation, car il utilise « la bonne méthode, celle d'une fermeté à la fois sage, prudente, mais toujours vigilante ». Pour les Russes (Narbout et Rakitine), on l'a déjà vu, sa direction du camp est « un peu rude ». Mais il s'en défend auprès de son supérieur hiérarchique[109] : « Je vous assure que j'ai toujours été correct, quoique très ferme avec eux, il ne m'a jamais échappé un mot froissant. » Le 1er novembre, il réitère : « Je ne me crois pas un épouvantail pour les Russes, mais je fais ce que je puis ; il est bien certain que ma surveillance les gêne, ils ne sont pas toujours très rassurés quand ils me rencontrent. » Malgré leurs différends et la faiblesse dont il l'accuse parfois, le maire de La Teste-de-Buch reconnaît en Fonssagrives « la seule autorité que craignent ici les Russes ». Ces derniers lui savent certainement gré de minimiser et dédramatiser certains incidents, afin de maintenir une paix relative, à l'intérieur comme à l'extérieur du camp.

Son autorité est également renforcée par le fait qu'elle s'étend juridiquement à partir du 18 août sur les communes de La Teste-de-Buch et d'Arcachon, pour les affaires militaires s'entend. Cela signifie que le commandant d'armes d'Arcachon est sous les ordres de Fonssagrives, et que soldats et officiers pourront être arrêtés sur ces deux communes par des patrouilles, et conduits au poste de police.

Fonssagrives parvient aussi à maintenir un ordre apparent, en faisant participer les Russes à des activités, de manière à diminuer leur oisiveté, dont on a vu combien elle pouvait comporter de conséquences négatives. Il cherche à les employer à différentes corvées, bien que leur statut s'y oppose, en obtenant l'approbation du général Lokhvitsky[110] . Par exemple, est cité le « déchargement des diverses denrées amenées par le chemin de fer ». Six cents hommes de corvée devaient également travailler chaque jour à tour de rôle à l'entretien et à l'amélioration du camp, après un accord du 5 octobre entre Zankévitch et le ministre de la Guerre, pour « empêcher peut-être [les troupes] de dégrader les installations »[111]. Mais là comme ailleurs, les ordres ne sont pas vraiment suivis. Le chef du Génie de Bordeaux écrit dans son rapport du 30 octobre

Sources :

[108] *Une lettre d'un soldat du 5e régiment du 10 septembre se plaint : « Nous ne sommes pas dans un bon camp, au contraire dans le plus mauvais. » Un autre, du 5e régiment aussi, écrit à son frère soldat en Russie le 4 novembre : « Notre vie est très mauvaise ici. Nous vivons plus mal encore que sur le front russe. Les Français nous traitent très mal. »*

[109] *Lettre du 26 août 1917.*

[110] *Voir sa lettre du 27 août au commandant de la 18e Région militaire.*

[111] *Lettre du commandant de la 18e Région militaire au ministre de la Guerre 27 septembre 1917.*

Départ de La Teste	28/12/17	29/12/17	30/12/17	31/12/17	01/01/18	02/01/18	02/01/18	03/01/18	07/01/18	07/01/18			11/01/18	14/01/18
	17h35	17h35						12h10					7h05	
Départ de Bordeaux	28/12/17		30/12/17		01/01/18			03/01/18		07/01/18			12/01/18	14/01/18
	23h00		9h00		9h30			15h30	10h45	12h00			6h00	
Destination	Ispes/Suippes	Besançon	Cerqueux	Besançon	Besançon		Laval	Toulon	Rennes		Ile d'Aix	Rennes	Bligny/Ouche	Rennes
Type	Travailleurs	Travailleurs	Travailleurs	Travailleurs	Travailleurs	Blessés, malades réformés	Volontaires Légion russe	Réfractaires	Off. en stage	Blessés, malades réformés	Réfractaires	Employés Base de Laval	Travailleurs	Employés Base de Laval
Officiers russes	14	11	11	12	9		7		39					20
Officiers français	2	2	2	2	2		2							
Interprètes français	4	3	3	3	4		5							
Sous-officiers russes	50	50	50	50	50		40							
Soldats	1041	1035	999	991	737	80	212	1077	250	136	266	250	60	100
Médecins russes	1			1	1		1							
Médecins français		1					1							
Infirmiers	6	6	6	6										
Prêtre russe		1												
Chevaux	21	21	22	25	26		29							
Voitures	8	9	29	9	9		9							

Tableau de départ des soldats russes du Courneau et leurs destinations.

que « l'appoint fourni par la main-d'œuvre russe est très faible et à peu près illusoire ». Fonssagrives reprend son raisonnement de la « caserne ouverte », et explique que les hommes « ne veulent travailler qu'à la tâche, et encore prétendent-ils se mesurer cette tâche, de sorte qu'ils se déclarent satisfaits au bout d'un quart d'heure à une heure matin et soir, d'un travail exécuté en citoyens libres ».

La seule véritable activité qui semble régulière, car liée à leur statut, est celle des exercices militaires, censés « redonner aux troupes […] leur valeur combative »[113]. En principe, il devait y avoir deux heures d'exercices par jour, le matin, et l'après-midi devait être employé à l'instruction théorique. Nous avons vu également combien les tirs étaient importants pour utiliser les cartouches, sans les renouveler ensuite, pour éviter une mutinerie. Pourtant, une lettre du 24 octobre de Fonssagrives au commandant de la 18e Région militaire, évoque la question d'une reprise des tirs, ce qui laisse supposer une activité intermittente, ne serait-ce que pour des raisons météorologiques : « J'ai réussi à persuader le colonel (Narbout) et le 6e régiment, qui vient de me demander les deux champs de tir pour deux jours. J'espère que cet exemple entraînera les autres régiments. »

L'attitude des autorités russes

On devine la diplomatie dont devait faire preuve Fonssagrives pour obtenir quoi que ce soit des autorités russes. Afin de « conquérir les bonnes grâces du soldat »[114] et d'éviter une révolte active des troupes, les officiers affichent en effet leur solidarité avec ces dernières, notamment en minimisant l'importance des fautes qu'elles commettent, et « en résistant en sous-main aux prescriptions des autorités militaires françaises concernant la discipline générale ». Dès le 29 août, le ministre de la Guerre se plaignait auprès de Zankévitch que les officiers « cherchent à rejeter sur le commandement français ce qui, dans les consignes, peut paraître gênant et insolite à leurs subordonnés », en raison notamment des contradictions avec les nouveaux règlements russes. De son côté, la vraie autorité, c'est-à-dire celle des conseils de discipline, va plus loin encore. Un fait relaté par Fonssagrives le 28 octobre, au commandant de la 18e Région

Sources :

[113] *Ordre du général commandant la Division.*

[114] *Note de Clemenceau, 19 novembre 1917.*

militaire, le montre bien : le colonel président du tribunal du 5e Régiment a demandé à interroger un soldat ayant commis plusieurs vols à La Teste-de-Buch, et qui était donc passible de la justice française. Il a refusé ensuite avec ses miliciens de le renvoyer à la disposition de Fonssagrives, qui considère cela comme « une sorte de petit guet-apens ». Quant au soldat qui avait assailli une voiture et frappé une femme[115], son commandant de régiment demande sa libération au bout de 36h de prison, car sa punition est considérée comme terminée, au grand dam de Fonssagrives, qui souhaite l'y conserver pendant quinze jours.

Les comités (soviets) sont dès l'automne très liés aux officiers ; ils prennent même leur défense lorsque ces derniers estiment leur dignité bafouée, par exemple en septembre, lors de l'affaire de la présentation des titres de permission à des militaires français de grade inférieur[116]. Bien sûr, il s'agit essentiellement du « soviet central », celui de la Division : il devait vraisemblablement comporter en son sein plus d'officiers encore que les soviets de régiments, qui en accueillaient pour un cinquième de leur effectif au maximum.

Nous avons déjà cru comprendre que ce comité parvient à conserver une majorité menchévik ou socialiste-révolutionnaire aux élections d'octobre pour le deuxième congrès des soviets. C'est aussi le cas de comités régimentaires, comme celui du deuxième régiment par exemple, qui développe le 27 octobre[117] une résolution de type défensiste : « Exigeons l'emploi de nos forces à la défense des libertés conquises, de la fierté nationale et de l'honneur du peuple », c'est-à-dire un envoi au front. Elle est signée par la totalité des comités de compagnies de ce régiment. « Ces beaux sentiments me laissent un peu sceptique », écrit Fonssagrives[118], qui continue à penser que la tendance pacifiste est majoritaire.

Quant au comité du premier régiment, il décide le 10 novembre d'envoyer 46 soldats « indésirables » à La Courtine, parmi ceux venus récemment de l'hôpital de Saint-Servan « avec les plus mauvaises idées ». Fonssagrives, qui en fait part le 11 novembre au commandant de la 18e Région militaire, trouve que « c'est un bon débarras », même s'il n'en avait pas été prévenu par le colonel Narbout. Mais certains soldats sont d'avis contraire, et se disent « mécontents des comités »[119], comme on l'a déjà vu ; il s'agit des partisans des bolchéviques, de ceux qui désirent la paix à n'importe quel prix, ceux qui sont « prêts à travailler », puisque la question de l'avenir du corps expéditionnaire se pose à présent.

L'armistice et les choix des soldats

Son départ s'impose d'abord par l'arrivée des Américains, qui occupent d'abord le camp Nord le 21 novembre 1917, les Russes se contentant du camp Sud. À la fin de décembre, Clemenceau espère encore obtenir de leur part, en échange, les moyens navals pour rapatrier les contingents en Russie, mais cela s'avère finalement impossible. Que faire alors des Russes ? C'est la question que se posent les autorités françaises alors que l'armistice de Brest-Litovsk rebat complètement les cartes, comme le suggère une lettre du 8 décembre interceptée par la commission de contrôle postal de Bordeaux, qui affirme : « Notre soviet central commence tout doucement à changer ses positions », c'est-à-dire à accepter l'arrêt des combats, après la victoire des bolchéviques à Petrograd.

Le 12 décembre, une note de l'état-major pour Foch répercute la décision du président du Conseil, ministre de la Guerre Clemenceau. Les troupes

---

Sources :

[115] *Voir note 111.*

[116] *« Le comité divisionnaire considère cette façon d'agir comme humiliante pour les officiers russes », écrit ce comité au commandant de Division le 6 septembre 1917.*

[117] *Courrier intercepté par la commission de contrôle postal de Bordeaux.*

[118] *Dans une lettre au commandant de la 18e Région du 25 octobre.*

[119] *Lettre de Duboin à Vidalon, 11 décembre 1917.*

russes du camp du Courneau deviendront des détachements de travailleurs, si elles sont volontaires ; les autres seront envoyées en Afrique du Nord. Les rares hommes qui souhaiteraient continuer à combattre seront envoyés à la Légion étrangère renforcer la Division marocaine.

Duboin estime dans un rapport du 15 décembre que les soldats du Courneau sont « très hésitants sur la conduite à tenir » et qu' « en résumé, il existe de nombreux courants d'opinion ». Cela ne nous surprend pas, après les nombreux débats politiques qui ont agité les mois précédents, dont nous avons essayé de rendre compte. Mais cette fois, les soldats sont en quelque sorte démobilisés et passent sous autorité française de facto, avant d'être rapatriés chez eux. C'est peut-être pour cela que Duboin écrit que « les irrésolus » « cèderont très probablement à une simple demande du gouvernement français ». Fonssagrives est aussi de cet avis : dans les réunions, « les partisans de l'opposition aux ordres de l'autorité française seraient une infime et négligeable minorité »[120].

Toutefois, le comité central de la Division, jusque-là « défensiste », est contre l'idée de « fournir des travailleurs » à l'État français, car « le travail serait déshonorant » pour des soldats[121]. Même si la majorité ne le suit pas, 1 330 hommes refusent quand même d'aller travailler, soit environ 18% de l'effectif, ce qui n'est pas négligeable ; ce sont, pour les Français, les « irréductibles », ceux qui persistent à ne pas se soumettre à l'autorité. Surveillés à distance par des forces prêtes à intervenir, et après un premier départ envisagé le 3 janvier pour Toulon, ils quittent finalement La Teste le 13 janvier à 3h du matin, pour Bordeaux, puis Cette (Sète) et enfin Marseille où ils arrivent le 14 pour s'embarquer vers l'Afrique du Nord. Ils sont en quelque sorte déportés en camp disciplinaire.

Les quatre régiments, dans leur ensemble, acceptent de partir en détachements de travailleurs. D'après le préfet[122], les premier et deuxième régiments ont décidé dès le 17 décembre « d'aller travailler dans les usines ». Le 25 décembre, les cinquième et sixième régiments votent une résolution à l'unanimité en assemblée générale, où ils décident « de travailler à l'intérieur du pays », et non sur le front, ne voulant plus rien avoir à faire avec la guerre. Pourtant, ils seront envoyés majoritairement dans la zone des armées dans l'Est de la France, contrairement à leurs camarades de La Courtine ; on continue donc à les considérer comme plus « fidèles ».

Au total, 5 083 hommes, soit 70 % de l'effectif, sont partis comme travailleurs, dont environ 4 000 à disposition de la 7e Région militaire. C'est pourquoi, quatre convois, de mille hommes environ, quittent La Teste pour Besançon les 28, 29, 31 décembre 1917, et le 1er janvier 1918 ; la plupart des hommes doivent travailler au service de l'armement (service des bois)[123]. Les mille autres, mis à disposition de la 3e Région militaire, avec Rouen comme Quartier général, quittent La Teste pour Serqueux en Seine-Maritime le 30 décembre. Un détail est à noter au passage : soixante hommes restent quand même dans la 18e Région militaire, à la direction du Génie.

Le 2 janvier 1918, c'est le départ des combattants pour le front en tant que Légion étrangère russe ; ils sont 277, soit à peine 4 % de l'effectif total ; ce sont essentiellement des membres des compagnies de mitrailleuses. Enfin, 350 hommes partent les 7 et le 14 janvier pour la nouvelle base russe créée à Laval. À l'hôpital du Courneau demeure sur place un effectif de cent hommes, alors qu'environ deux cents blessés et malades semblent avoir été évacués. Le procès-verbal de dissolution du camp russe est signé le 24 janvier 1918 ■

Armelle Bonin-Kerdon

Sources :

[120] *Au président du Conseil le 13 décembre.*

[121] *Duboin à Vidalon,11 décembre.*

[122] *Lettre au ministre de l'Intérieur.*

[123] *Le commissaire spécial de Bordeaux écrit au préfet le 30 décembre : « Les Russes partent pour la frontière suisse pour faire des tranchées. »*

Colloque du 16 septembre 2017, partie questions/réponses

Avertissement : *Dans le compte rendu ci-dessous des deux séances de questions/réponses du colloque, nous avons indiqué les noms des personnes qui se sont présentées avant de poser leurs questions, pour les autres nous avons simplement indiqué « un (e) intervenant(e) » précédé du signe* **>**

Interventions et questions/réponses de la matinée :

> Hervé Moreau : Je veux apporter une petite précision à propos de l'intervention de Mme Marsac, je la tiens de Jean Rosier qui est malheureusement décédé et qui s'intéressait beaucoup à la mutinerie.

Son grand-père avait été maire de La Courtine à une certaine époque. Il m'avait dit et ça recoupe un témoignage que j'avais, que les Russes avaient été bien accueillis à La Courtine, contrairement à ce qui a pu être dit par les pouvoirs publics et les représentants de l'État.

Il y a des exemples de ce bon accueil, notamment, il y a une carte postale qui est la propriété de monsieur Continsuzat, qui montre ces soldats en train de participer aux travaux des foins. Il y avait beaucoup de bons témoignages de la population en faveur des soldats russes et Monsieur Rosier m'avait même dit qu'ils avaient été mieux considérés, mieux accueillis, mieux perçus que les Américains qui leur ont succédé au camp en décembre.

Il y a donc un décalage entre les dires et les écrits des représentants de l'État et la perception réelle de la population à propos des soldats russes à La Courtine.

> Bernard Baissat : Je voudrais apporter une petite information. Je suis membre de l'Union Pacifiste et d'ailleurs nous avons également un autre représentant ici en la présence de René Burget.

Nous nous intéressons bien sûr particulièrement aux mutineries, aux déserteurs et cela nous fait plaisir aujourd'hui de pouvoir entendre ce qui est dit dans ce colloque sur ces questions. Je ne sais pas si certains ont vu hier ou avant-hier à Ussel, le film sur Marcel Body qui s'appelle Lénine et Marcel.

Si c'est le cas vous avez vu des interventions à l'intérieur d'archives concernant Marcel Body, elles font partie d'un film qui s'appelle Marcel Body : de Lénine à Bakounine, que nous allons passer cet après-midi à 15h50 dans la salle de cinéma en bas.

Voilà, c'était une annonce, excusez-moi, Monsieur le Président.

> Un intervenant : Ma question s'adresse particulièrement à Monsieur Le Naour : quelles sont les raisons qui ont fait que le Président de la République a gracié 90% des mutins condamnés à mort ?

Réponse de Jean-Yves Le Naour

Sous la IIIe, comme sous la IVe, comme sous la Ve République, le droit de grâce est personnel et le Président est seul face à sa conscience et ne s'explique jamais sur son choix. Donc, on ne peut pas savoir. Maintenant, si on se replace un petit peu dans l'histoire, il faut bien avoir à l'esprit qu'en août 1914, pour aller vite, pour faire des exemples, et bien il fallait supprimer un certain nombre de garanties de la défense, qui étaient des garanties de droit. Par exemple, dans le conseil de guerre on pouvait faire appel. Évidemment, si vous faites appel, cela va retarder d'autant la sentence et quand on vous fusillera, les troupes auront bougé, on ne saura plus pourquoi on vous fusille, donc il faut agir vite. Joffre a donc demandé au ministre de la Guerre, au gouvernement, à ce qu'on supprime par décret le droit de faire appel. Et on a supprimé en août le droit de faire appel. Ensuite, il y a aussi quelque chose qui est long, c'est l'instruction. Or, dans les cas de flagrant délit, on pourrait très bien supprimer l'instruction, ça irait plus vite. Parce que sinon, il faut des témoins

et quand on est en manoeuvre, qu'on est en bataille, c'est long comme procédure. Donc, on va supprimer l'instruction. Et à la fin, le 1er septembre 1914, toujours par décret, le droit de grâce lui-même a été supprimé. Parce que si on a le droit de demander le droit de grâce et bien alors ça va retarder d'autant, il faudra que le Président, qui est parti à Bordeaux examine le dossier, qu'il reçoive les avocats, cela va retarder des semaines et des semaines l'exécution. On a alors supprimé, plus exactement on a suspendu le droit de grâce par décret. Et tout cela a ouvert la porte à un certain nombre de crimes, d'erreurs judiciaires. Mais il faut appeler erreurs judiciaires par leurs noms, c'est 50 fusillés. D'ailleurs 50 fusillés ont été réhabilités entre 1915 et 1935, il n'y a plus eu une seule réhabilitation depuis 1935. Et donc il y a eu des députés qui se sont manifestés parce qu'on leur a écrit en disant « c'est scandaleux », ceux de Vingré par exemple, de Flirey. Les députés de Limoges sont allés voir le Président Poincaré au printemps 1915 et ils lui ont dit : « C'est la guerre, on ne peut pas mettre le commandement en accusation, il faut avoir confiance dans son armée, si les Français n'ont plus confiance dans leurs chefs, ça va être la crise ». Donc ils sont allés voir le Président de la République et ils lui ont dit : « Il faut que ça cesse ». Puis les politiques ont repris le pouvoir qu'on avait laissé à l'armée. En décembre 1915, dans une Chambre où il y a des royalistes et puis une extrême gauche, les députés ont voté à l'unanimité la fin de ces lois d'exception et on est revenu au code de justice militaire qui était déjà bien assez sévère : 5 juges, votant à la majorité de 3 contre 2, avec droit de faire appel, avec droit de grâce. Et avec une instruction, c'est très important, l'instruction, parce qu'un juge sans instruction… Le Sénat a donc approuvé et à partir d'avril 1916, on est revenu à cela. Et en juin 1917, Pétain, ressort les mêmes arguments : « j'ai des mutineries, il faut que je fasse des exemples, très rapidement, donc donnez-moi des pouvoirs d'exception ». Et on est revenu sur l'appel, on est revenu sur l'instruction, on est revenu sur tout. Poincaré s'est arc-bouté sur ce qui lui restait, sur le droit de grâce. Mais Pétain était très dur. Dans les Mémoires de Painlevé, qui était ministre de la Guerre à l'époque, il raconte qu'à 3h du matin il va réveiller Pétain parce qu'il a mauvaise conscience et il le prie de surseoir à une exécution, de ne pas exécuter cet instituteur, etc. Pétain est inflexible et donc ce n'est pas du tout ce que bien souvent la mémoire nous en a laissé. Donc on ne peut pas savoir pourquoi Poincaré gracie, mais c'est la prééminence du pouvoir politique sur le pouvoir militaire. Alors il gracie à 90%, mais il laisse quand même un certain nombre de cas. Il a laissé des mémoires où parfois, effectivement, sur un cas ou deux, il peut s'exprimer, mais c'est assez rare. Ce que veut marquer Poincaré, c'est que le politique domine le militaire.

> Un intervenant : Quand on connait le nombre de soldats russes qui sont arrivés et ceux qui sont repartis, il y a une différence de combien ?

Réponse de Rémi Adam

Si vous voulez bien revenir cet après-midi, car on n'a pas du tout évoqué la mutinerie des soldats russes ce matin, on pourra évoquer cela, puisque j'interviendrai là-dessus cet après-midi, ou bien nous pouvons en discuter en tête à tête avant si vous ne pouvez pas rester cet après-midi. Je voulais ajouter quelque chose sur les mutineries et la répression. Je pense que Painlevé se donne aussi le beau rôle dans ses mémoires, c'est le rôle des mémoires de s'écrire sa propre histoire par rapport à Pétain et d'apparaître comme un humaniste par rapport au pouvoir militaire. Je crois qu'il y avait quand même des raisons politiques qui expliquent la position de Painlevé. D'abord il ne faut pas oublier que ceux qui ont été graciés, qui n'ont pas été fusillés, ont eu des peines très lourdes de prison : 10 ans, 20 ans, des peines de déportation dans les colonies et pour certains pendant très longtemps. Ils n'ont pas bénéficié des mesures d'amnistie de l'après-guerre. L'essentiel quand même pour le commandement et les autorités, qu'elles soient politiques ou militaires, c'était quand même étouffer dans l'oeuf, ces révoltes.

Ils ont je crois tenu compte aussi des sentiments des soldats et je crois qu'ils n'ont pas voulu non plus aller trop loin par des mesures de répression du type exécutions massives, pour ne pas

provoquer une révolte armée. Et de ce point de vue là, la révolte des soldats russes, elle est un petit peu exemplaire, parce que le même Pétain, en accord avec les autorités politiques, a fait le choix de ne pas désarmer les soldats russes quand ils se sont révoltés sur le front français. Parce qu'ils étaient une troupe constituée et les autorités militaires écrivent que si on essaye de leur prendre les armes, cela va déclencher une révolte armée sur le front et cela aura des conséquences dramatiques. Donc je crois qu'ayant compris cela, un certain nombre d'officiers n'ont pas signalé des cas de mutineries ou des cas de refus d'obéissance etc., en se rendant bien compte qu'ils ne pourraient même plus commander leurs propres troupes, s'ils mettaient en accusation des soldats. On est dans un moment quand même de flottement, un moment où les autorités vont tenir compte de cette situation particulière.

Jean-Yves Le Naour : C'est intéressant ce qui vient d'être dit par Rémi qui vous donne le point de vue militaire : « on ne va peut-être pas trop frapper parce que sinon, on risque de rallumer le feu qui est en train de s'éteindre ». Alors il faut frapper, bien sûr, parce que le dernier mot ça reste à l'armée et des soldats ont désobéi, on ne peut pas faire comme si rien ne s'était passé. Mais moi je vous donne le point de vue politique. Poincaré surveille le Parlement et il n'a pas envie non plus que les députés et les sénateurs, qui savent ce qui s'est passé même si les Français eux ne savent pas, qui connaissent aussi les erreurs du haut commandement. Poincaré ne veut pas que les députés et les sénateurs se braquent contre lui et qu'il y ait une majorité autour de Joseph Caillaux qui est lui pour une paix de compromis. Chacun surveille finalement son petit pré carré. Alors Clemenceau dans tout ça ? Le 15 avril il est à l'État-major du Général Michelet, qui est chargé d'attaquer en plein centre, et il observe la défaite avec plusieurs parlementaires. Il voit les troupes reculer, il voit que les blessés ne sont pas pris en charge et quand il revient au Sénat, au sein de la commission sénatoriale de l'armée, comme c'est à huis clos et qu'on peut dire absolument tout ce qu'on veut, il dit les pires horreurs sur le commandement. Il critique le commandement, il critique le service de santé, qui n'a pas prévu l'évacuation des blessés etc., et qu'il y ait surtout autant de blessés. C'est normal parce qu'on devait faire 10 kilomètres en 48 heures et finalement on a fait 500 mètres, on ne s'attendait pas à un tel choc. Donc il est très critique sur les chefs, sur le commandement et il ne critique pas les hommes.

Bernard Langlois, modérateur: Merci pour ces détails et précisions Monsieur Le Naour. Une autre question ?

> Un intervenant : Vous avez parlé effectivement des régiments en 14-18 qui se sont révoltés. Je suis un ancien du 18e RCP, et dans la mémoire de notre régiment qui à l'époque s'appelait le 18e RI, sur 2800 soldats qui formaient le régiment, il n'en restait plus que 360, tous les autres étaient morts ou blessés. Mettez-vous un peu dans l'état d'esprit des soldats qui restaient... Qu'est-ce qu'ils ont fait ? Ils ont dit, on arrête. Et Pétain n'a trouvé comme solution que d'en fusiller 17 au nom de l'exemple. Et voilà comment les survivants se sont remis au combat. Quand on va visiter le Chemin des Dames, ce que je fais à peu près une fois par an, et bien quand on voit ce talweg, qui fait 360 mètres de long, 125 000 morts, c'est affreux ! Et vous faites bien de dire que parfois les militaires sont un peu assis sur deux chaises, entre le pouvoir et l'exécution des ordres de l'armée.

Bernard Langlois : Merci pour ce souvenir émouvant.

> Un intervenant : Est-ce qu'on peut chiffrer le nombre de fusillés pour mutinerie, par pour l'exemple, pour mutinerie, en 1917 ? Est-ce qu'on a un chiffre ?

>Jean-Yves Le Naour : Les premières études ont été faites par un historien qui s'appelle Pedroncini, en 1967. Il avait dénombré une cinquantaine d'exécutions, 55 exactement entre juin 17 et janvier 18, parce qu'il y a eu des procédures assez longues. Et les études qui ont été faites après lui par Denis Rolland, André Loez, etc., ont confirmé ce chiffre, mais ils ont affiné en disant un peu moins de 30 officiellement pour mutinerie; arrêtons-nous à 27-28, pour fait de désobéissance collective. Mais moi je vous dis, attention ! Les faits de désobéissance individuelle, souvent ce sont des mutineries déguisées parce que les instructions, je vous l'ai dit, c'était de transformer les faits de désobéissance collective en faits

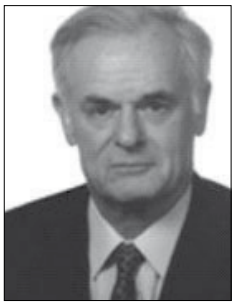
de désobéissance individuelle, afin de pouvoir réprimer individuellement.

Alors que quand vous avez un groupe de 150-200 et que tout d'un coup vous ne voulez pas obéir, le colonel est bien ennuyé. Par contre, il en prend un, les yeux dans les yeux, il lui donne un ordre, il refuse : « donne-moi ton matricule, ton nom », et lui, il va payer pour les autres et cela fera un bel exemple.

C'est comme ça qu'ils ont fait. Donc c'est ce qui explique le chiffre de 28 fusillés pour mutinerie, mais en réalité on est sans doute aux alentours des 50 en effet. C'est un chiffre assez faible, si j'ose dire.

Oui, certes, mais il y a eu 550 condamnations à mort, les grâces de Poincaré et tous ceux qui ont été condamnés à des peines lourdes de déportation comme le disait Rémi, en Nouvelle-Calédonie, dans les bagnes d'Algérie etc., et aussi tous les soldats qu'on a déplacés parce qu'on a envoyé plusieurs milliers de soldats dans l'armée d'Orient. Ceux qui ont été considérés comme des fortes têtes, on les a éloignés.

> Jean-François Malterre : L'Union Soviétique est un immense territoire et je voulais savoir comment les bolchéviques, qui étaient peu nombreux, ont réussi à prendre le pouvoir, quelles étaient leur relation avec le peuple, comment leurs idéaux étaient reçus et surtout, comment ils pouvaient correspondre dans un pays où les moyens de communication n'existaient pas ?



Réponse de Jean-Jacques Marie

La question me parait assez simple. Volkoff, un monarchiste qui a été au goulag, explique dans ses souvenirs, parce qu'il a réchappé au goulag comme beaucoup de détenus du goulag d'ailleurs, c'est pas les camps hitlériens les goulags, il raconte donc dans ses souvenirs que venait et remontait des profondeurs, une immense vague qui allait tout dévaster. Et un autre, qui était fils de banquier, dit que ce qui se passait en Russie annonçait quelque chose auprès de quoi les jacqueries traditionnelles, celles de Pougachiov par exemple, apparaîtraient comme une aimable plaisanterie. Donc il y avait un mouvement de fond qui visait à tout balayer. Il y en a un qui raconte ça d'ailleurs avec horreur, c'est Gorki.

Quand il raconte ce que représentent pour lui les vagues de soldats qui ne veulent plus se battre, ce que d'ailleurs le correspondant de l'Humanité de l'époque, Boris Kritchevski décrit aussi d'une certaine façon. L'Humanité était à l'époque dirigé par Pierre Renaudel, ce charmant socialiste qui disait à certains opposants à la guerre « si t'insistes trop on peut t'envoyer au front », qui est une façon sociale-démocrate de régler les questions. Pour Kritchevski le correspondant de l'Humanité, quand il raconte la Révolution d'octobre, pour lui, elle est accomplie par une bande d'apaches. Les soldats qui ne veulent pas mourir sont des apaches. Or, ces soldats, il y en a près de 2 millions. Les paysans qui saisissent les terres, c'est la quasi-totalité de la paysannerie. Ils sont très nombreux les ouvriers qui ne veulent pas accepter les lockouts que les patrons décrètent pour les mettre à genoux, il n'y a pas encore les contrats de chantier, c'est un peu plus brutal, mais enfin c'est la même logique. Donc c'est tout un peuple qui se soulève. Vous avez là une révolte profonde, or le problème d'une révolte il est très simple : ou bien elle trouve un débouché politique et elle n'en trouve pas un par elle-même. Elle trouve un débouché politique simplement s'il existe une organisation qui est capable de la lui proposer, de l'élaborer, ça ne vient pas comme ça. Sinon, et bien ça débouche sur le chaos et comme aucune société ne peut vivre dans le chaos, ça débouche forcément sur un autre type d'ordre.

C'est-à-dire que si ça ne débouche pas, et bien vous avez le fascisme. Ce n'est pas un hasard si les révolutions qui ont été écrasées, qui ont avorté dans les pays européens, ont débouché sur le fascisme : révolution allemande écrasée, le nazisme ; révolution autrichienne écrasée, vous avez l'État social-chrétien, dont le caractère social est aussi peu chrétien que le caractère chrétien est social, puis le fascisme ; vous avez en Italie le fascisme ; et en Hongrie vous avez, ce n'est pas

vraiment le fascisme, mais cela n'en est pas très loin, le régime d'Horthy. Et bien là c'est la même chose, si la révolution, si les bolchéviques n'avaient pas été là pour proposer cette solution politique, recrutant d'ailleurs en passant d'un peu moins de 10 000 en février à 200 000 recrutés sur la base de leur politique, on aurait alors simplement eu un gigantesque chaos et sans doute un deuxième coup d'etat militaire. Là le général Kornilov ne se serait plus mouché où il y aurait un autre général, c'est d'ailleurs ce qu'ont porté les blancs avec l'aide des puissances occidentales.

Alors les moyens de communication ? Évidemment c'est extrêmement difficile dans un pays où premièrement, les trains ne marchent quasiment plus. En plus quand ils marchent, c'est impressionnant ! Si vous voyez par hasard des photos des trains de l'époque, vous serez frappés par le nombre de voyageurs qui sont allongés sur les toits, qui tiennent en équilibre comme ils peuvent, ceux qui sont debout sur les marches, cette situation durera longtemps d'ailleurs. Les moyens de communication ? C'est le journal et c'est la rumeur.

Ce qui fait que d'ailleurs vous avez un parti bolchévique de 200 000 adhérents, un vrai parti avec des cotisations, c'est pas « on est des insoumis et on n'est pas content », en même temps, la cohésion de ce parti est très discutable : pourquoi est-ce que Lénine se prononce pour l'insurrection à la veille du congrès des soviets, où pourtant les bolchéviques vont être majoritaires ? Parce qu'il ne sait pas vraiment ce qu'il y a dans la tête d'un bolchévique de Vladivostok ou d'Astrakhan. D'ailleurs vous avez un certain nombre de comités du parti bolchévique qui sont des comités communs bolchévique/menchéviques, pour une raison simple : ils s'appellent tous les deux «parti ouvrier social-démocrate de Russie ». La différence c'est que pour les bolchéviques il y a un petit « b » après, pour les menchéviques il n'y a rien du tout, et souvent le « b », ils l'oublient. Vous avez des tracts bolchéviques qui sont marqués POSDR, c'est tout. Donc la cohésion de ce parti est très douteuse, mais il a la volonté d'aider les masses à renverser l'ordre existant qui est un désordre existant qui plonge la Russie dans l'abîme, car c'est la course à l'abîme.

Lors du congrès des soviets, il y a un menchevique qui s'adresse à Lénine et à Trotsky et qui leur dit: « vous voulez prendre le pouvoir, mais qu'est-ce que vous allez en faire ? L'industrie est détruite et les transports sont en ruine. » Et parmi les bolchéviques qui sont contre l'insurrection, dans les comptes rendus du comité de Petrograd par exemple, il y en a qui disent « nous ne tiendrons pas 15 jours », d'autres qui disent « il faut réintroduire la terreur », d'autres disent « on ne pourra pas payer les salaires », tout cela étant d'ailleurs en partie vrai.

Les moyens de propagande ? Il faut mettre 8 jours, si le train marche, pour aller de Moscou à Vladivostok. Il y a le télégraphe, qui marche de temps à autre, le téléphone est très très modestement installé en Russie. Le téléphone du Kremlin ne marche même pas, enfin il ne marchera plus une fois que Lénine sera au pouvoir. Donc la question de la propagande est liée à ce que représente le nom bolchévique, et de ce point de vue là, il faut reconnaître que les adversaires des bolchéviques ont fort mal joué en croyant bien jouer. Au début, ils ont tapé sur Lénine agent allemand. Il faut dire que celui qui a découvert ça, celui qui a annoncé ça en Russie, c'est le socialiste Albert Thomas, ce ministre des armements qui se faisait photographier en embrassant un obus. On embrasse ce qu'on peut dans la vie… Albert Thomas est venu en avril 17 pour inviter les soldats russes à continuer à se battre. Et il est allé voir Kerenski et il lui a dit : « on a la preuve que Lénine et les bolchéviques sont des agents allemands ». Kerenski a engrangé l'information et il la ressortira simplement en juillet, avec un succès au début assez important et puis au fur et à mesure, cette accusation « Lénine agent allemand », qu'est-ce que les paysans en avaient à faire si ce Lénine qu'on leur dit agent allemand était pour leur donner la terre ? Donc leur propagande s'est finalement retournée en sens inverse au bout d'un certain temps, dans la mesure où elle a fait apparaître Lénine et les bolchéviques comme les seuls qui ne voulaient pas maintenir un prétendu ordre existant qui n'était qu'un désordre de plus en plus chaotique, où tout se cassait la figure, où plus rien ne marchait, où comme le dit le général blanc Denikine lui-même, l'armée tout entière ne voulait plus de la guerre et cela inclut même les officiers. Et pour quelle raison ne voulaient-

ils plus de la guerre? Parce qu'ils considéraient que la défaite était inéluctable. Donc il y avait ceux qui ne voulaient pas périr dans les tranchées, et les tranchées sur le front russe en décembre 1917 et janvier 1918, je ne veux pas dire que celles de Verdun étaient confortables, mais enfin il faisait nettement plus froid là-bas à vivre dans la boue, parmi les rats, les excréments etc., et sans avoir à manger souvent. A ce moment qui sont ceux qui répondent aux soucis de ces soldats? Même s'ils ne connaissent rien du programme des bolchéviques, ce sont les bolchéviques. En ce sens, c'est le réel qui constitue la meilleure propagande.

Bernard Langlois : Merci Monsieur Marie. Une autre question ?

> Liliane Boussel : Moi je reviens sur la question de Pétain. J'ai eu le courage de lire les cahiers de Pétain que Tixier-Vignancour avait fait éditer. Sur les fusillés, il dit qu'il n'y a pas eu beaucoup de fusillés, c'est Pétain qui a écrit : « de toute façon, on a fusillé que des maquereaux, des voleurs et des ivrognes », en somme il a rendu service à la nation (…) Si vous lisez Pétain, il faut avoir beaucoup de courage quand même pour le faire, c'est un homme qui avait le mépris de tout le monde, y compris de ceux qui étaient autour de lui, il n'y avait que lui qui était bien. Et nous pendant la guerre on nous a fait aimer le grand-père qu'on chantait tous les matins. Enfin voyez, il a rendu service à la nation.

Bernard Langlois : Merci madame. Tout à l'heure on n'avait pas très bien compris une question, qui a été reformulée depuis : « quelle est l'influence des mutineries en général, et peut-être celle de La Courtine, sur la Révolution spartakiste en Allemagne » ?

Jean-Jacques Marie : Je vais être très bref, je ne peux pas répondre à la question, mais ce que je vais dire, c'est l'influence de la Révolution russe sur la révolution allemande, ça c'est évident, mais ça ne répond pas à votre question. Je ne vais pas dire que c'est une conséquence, mais c'est vrai qu'il faut considérer tous ces mouvements comme un ensemble, ça ne veut pas dire que chaque épisode pris séparément a eu une influence directe sur l'autre, mais tout ça c'est un même ensemble, un même mouvement de contestation de la guerre, de remise en cause des classes dirigeantes, et ça va prendre des formes différentes selon les pays, à différents moments, mais c'est vrai qu'il faut les considérer globalement comme un tout.

De gauche à droite : Jean-Jacques Marie, Annette Marsac, Eric Molodtzoff (président de séance), Michael Savaa (Ministre-Conseiller, Ambassade de la Fédération de Russie en France), Bernard Langlois (modérateur), Anne Manigaud, Jean-Yves le Naour

Interventions et questions/réponses de l'après-midi :

Bernard Langlois : La parole est à la salle pour une vingtaine de minutes.

> Un intervenant : Les soldats russes sont revenus à La Courtine en 1945. Je crois qu'il s'agissait de prisonniers libérés sur le front occidental qui sont restés à La Courtine avant d'être rapatriés. Ce n'est pas tout à fait notre sujet, cependant on peut noter qu'il ne serait pas impossible que des soldats russes de 1917 se soient retrouvés à La Courtine en 1945. C'est peu probable, mais on peut faire un roman là-dessus. Ma question : combien y a-t-il eu de morts à La Courtine ? Et s'il y en a eu plus de 9, que sont-ils devenus ? C'est-à-dire, où les a-t-on enterrés ? La mémoire de la population a retenu qu'il y en avait sans doute quelques dizaines, voire quelques centaines, mais ce sont des rumeurs. Est-ce qu'il y a des chances de trouver des archives qui précisent cette réalité ? Est-ce que, peut-être, les archives françaises ou étrangères restent à exploiter sur ce sujet ?

Rémi Adam : D'abord la question a déjà été posée, et c'est la question à laquelle je ne m'attends pas du tout quand je viens à La Courtine ou dans la région… Non je plaisante. Première chose, l'armée française, comme le commandement russe, était résolue à écraser la mutinerie dans le sang, et elle aurait très bien pu se terminer par des centaines de morts. Effectivement, dans les descriptions de l'assaut par un certain nombre de témoins, qu'ils soient, des généraux français, on a quelques témoignages aussi de soldats français, très peu, mais il y en a quand même deux ou trois, dont celui d'André Obey qui est devenu ensuite un romancier, auteur de pièces de théâtre et qui était mobilisé dans la troupe cerclant le camp. Cela peut laisser penser à un tel massacre quand on lance des obus et quand on entend les mitrailleuses. Alors les archives ? Je vais commencer par là. J'ai passé un certain nombre d'années à étudier ces archives, qu'elles soient en Russie, que ce soit à Vincennes où il y a la quasi-totalité des archives sur cette question, et à New York où ont été déposées les archives des anciens officiers du corps expéditionnaire russe.

J'ai croisé, additionné, compté sur mes petits doigts, des dizaines, des centaines de fois, et recherché justement le chiffre précis, etc. Si moi j'écris quelques dizaines et cela doit être aussi dans l'exposition, cela ne veut pas dire qu'il n'y en a eu que quelques dizaines, ça veut juste dire qu'il peut y en avoir eu quelques dizaines. Parce que dans les comptes et les recomptes il y a une marge d'incertitude, qui est liée en partie au fait que l'on est passé d'un commandement russe à un commandement français en quelque sorte d'abord, et dans l'urgence de la répression, les Français en ont envoyé au camp de Bourg-Lastic, en ont envoyé à l'île d'Aix, etc.

Mais si on recoupe et qu'on additionne les soldats blessés dans les hôpitaux, ceux en Algérie, ceux au Courneau, etc., et cela dans les deux années qui suivent, on retrouve un nombre qui est assez proche de celui qui correspond à la première, plus la troisième brigade, plus une certaine quantité dans les hôpitaux, avant leur arrivée à La Courtine. Par conséquent, il n'a pas pu y avoir un chiffre de victimes au-delà de ces quelques dizaines. Après, comme je le dis aussi, tous ceux qui sont partisans pour faire des fouilles, je soutiens volontiers cette initiative, mais les fouilles dans les archives en tous cas, permettent de répondre, je pense avec une zone de certitude assez proche de la réalité.

Michel Patinaud : Une précision pour compléter ce qu'a dit Rémi; dans le cimetière de La Courtine il y a deux tombes de soldats russes, qui sont morts fin juillet 1917 et début août. Mais évidemment ils n'ont pas été pris dans la répression. Mais on ne peut pas savoir quelle est la raison de leur mort. Mais il y a quand même deux tombes, vous avez deux noms de soldats russes dans le cimetière de La Courtine. D'autre part, dans un documentaire qu'a fait France 3 à la fin des années 70 sur la mutinerie, une personne qui ne peut être en vie aujourd'hui, de La Courtine, précisait le nom d'un lieu d'inhumation qui était connu de beaucoup de gens de La Courtine. Je n'ai pas relevé le nom, vous connaissez le nom ?

> Hervé Moreau : Je l'ai oui, je pense que vous faites allusion à Jean Rosier dont j'ai parlé ce matin, qui était boucher à La Courtine, route d'Ussel;

sa boucherie est toujours là et lui a disparu. Le lieu du lieu d'inhumation? C'est le bois de Feuillassou, que connaissent les courtinois. Il est à l'intérieur du camp militaire, Jean Rosier m'y avait conduit ainsi qu'à d'autres lieux, il est à l'arrière du camp militaire par rapport à la route de Felletin, sur la hauteur, les courtinois connaissent bien l'endroit. Donc dans ce bois de Feuillassou m'avait précisé Jean Rosier dont le grand-père était maire de La Courtine un peu après la guerre de 14, des recherches, m'a-t-il dit, avaient été faites et il m'a également précisé qu'on avait soigneusement recherché, où justement… les mutins n'étaient pas supposés être enterrés ! Ce qui fait qu'on n'avait rien trouvé, évidemment, voilà ce qu'il m'avait dit.

Donc c'est dans ce bois de Feuillassou qu'auraient été inhumées les victimes; la tradition atteste cela, après cela reste à vérifier. Des recherches avaient été faites plus tard d'après ce qu'il m'a dit, mais pas dans ce bois, je suppose. Il y a un autre élément que je peux rajouter, c'est qu'à Ussel et j'en ai parlé à Éric Molodtzoff évidemment et aux amis, il y a une tombe qui est connue, c'est la tombe d'un soldat russe loyaliste semble-t-il, qui s'appelle Piotr Vassiliev, il y a un autre prénom, mais je peux retrouver, il y a les dates, à l'entrée du cimetière d'Ussel.

À côté du dépositoire, au-dessus du dépositoire, il y a trois tombes : deux tombes de poilus d'origine française et qui n'ont rien à voir avec la mutinerie de La Courtine, et également la tombe de Vassiliev qui serait mort de ses blessures un peu après la mutinerie, peut-être 8 jours après ? Donc ça correspond. Il serait mort à l'hôpital puisque l'hôpital d'Ussel accueillait des blessés de la guerre de 14. Donc ce serait un loyaliste parmi les 9 morts officiels.

> Un intervenant : Moi j'avance une hypothèse, pour la faiblesse de ce chiffre si j'ose dire, du nombre de victimes de l'artillerie russe sur le camp de La Courtine. Vraisemblablement, peut-être les soldats mutins avaient été avertis de cette attaque d'artillerie et ils s'étaient vraisemblablement réfugiés dans un lieu où les obus ne pouvaient pas les atteindre, ce qui expliquerait la faiblesse du nombre des victimes. Je pose une question, je n'ai pas la réponse.

Rémi Adam : Il y a eu une commission d'enquête sur les dégâts par exemple dans le camp, c'est-à-dire combien ça allait coûter pour remettre en état les bâtiments. C'est assez dérisoire la somme à laquelle sont arrivées les autorités militaires après la reprise du camp; donc ce qui est certain c'est que bien des soldats ont dû se réfugier dans les bâtiments et que les bâtiments n'ont pas été atteints. Visiblement les premières victimes, tous les témoins le racontent, c'est ce qu'on a rappelé ce matin rapidement vers 10h, au moment où les soldats sont réunis derrière leur fanfare, et par un geste de défi, en direction des soldats qui les entourent, des soldats français comme russes, pour dire « regardez, nous on est là, peut-être osez tirer sur nous, nous qui sommes là, fièrement, à jouer notre hymne ». Ils ont tiré, mais c'est vrai que des lettres racontent que peut-être c'est des faux canons, comme il en existait au front, qui ont été positionnés, « les Français n'oseront pas », parce qu'il y a un aspect quand même important, c'est que les soldats du camp étaient convaincus que la France ne permettrait pas ça. Ils ont écrit à l'Assemblée nationale et la lettre on la leur a retournée en disant « faites parvenir vous-même votre courrier »; c'était assez cynique. Bref on doutait et on pensait que les Français n'iraient pas jusque-là, que le gouvernement français ne permettrait pas ça, parce qu'on ne peut évidemment pas concevoir que l'assaut ait pu être mené par les autorités russes en France, sans le feu vert des autorités françaises, cela en temps de guerre c'est évidemment inconcevable. Et c'est même très largement sous la pression du gouvernement français que la solution militaire a été choisie. Mais peut-être aussi, qu'ils ne pensaient pas que leurs propres camarades participeraient à l'assaut. Je l'ai rappelé tout à l'heure, une partie des troupes d'assaut, la majeure partie n'était pas leurs camarades dans le sens que ce n'était pas des soldats qui avaient combattu en France avec eux, mais qui étaient des artilleurs de passage et auxquels on n'avait sans doute pas expliqué non plus les raisons de leur intervention à La Courtine. En plus les unités d'artilleurs, ce sont des unités qui ont été touchées les dernières parce que les artilleurs avaient ce petit avantage du point de vue des fantassins, c'est d'être et de tirer à l'arrière du front. Alors on pouvait être atteint par des obus, mais le taux de mortalité

était beaucoup moins grand dans l'artillerie que pour les soldats qui étaient en première ligne dans les tranchées. Cela peut aussi expliquer pourquoi ces artilleurs ont été plus fidèles plus longtemps à leur commandement.

> Jean-Marie Desbrugères : Tout à l'heure, Rémi Adam a évoqué la répression du camp de La Courtine, qui apparemment a duré trois jours, où les mutins ont été canonnés et mitraillés. Par contre est-ce que l'on sait si les mutins ont effectué une riposte à cette attaque ? Est-ce qu'ils ont utilisé les armes qu'ils avaient en leur possession ?

Rémi Adam : Tout à fait ! On ne peut pas en faire le récit ici, heure par heure et je ne vais pas dire que vous le trouverez dans des bons ouvrages parce qu'on dirait que je suis juge et partie, mais le problème d'ailleurs de l'état-major, c'était justement que les soldats russes avaient conservé leur armement, c'était une de leur crainte. Alors les mutins n'avaient pas de canons, mais ils se sont servis de leurs fusils, il y a eu des tirs de mitrailleuses etc., ça oui. Après, il n'y a pas eu de bataille rangée, de ligne à ligne, parce que là il y aurait eu un nombre de victimes évidemment bien plus important. Et on sait que quand ils se sont rendus ils ont pour beaucoup jeté leurs armes, par exemple dans l'étang pour ne pas que ça tombe entre les mains de l'ennemi, des choses comme ça. Mais oui il y a eu une riposte, ce qui explique que ça a duré trois jours, parce qu'ils s'attendaient à ce qu'ils se rendent plus rapidement, et que des coups de canon auraient pu emporter la décision. Il n'y a quand même aucune mutinerie; Jean-Yves Le Naour me corrigera si je me trompe, mais je ne crois pas qu'il y ait eu une seule mutinerie durant toute la guerre qui ait connu un tel dénouement. C'est-à-dire une véritable opération de guerre, avec 10 000 hommes mobilisés pour en neutraliser 10 000, il n'y a pas eu d'équivalent.

> Un intervenant : Je n'ai pas entendu parler de l'abbé Laliron…

Rémi Adam : L'abbé Laliron, Poitevin le citait, c'était le fait est, un petit peu l'intermédiaire de l'état-major français avec les mutins russes. En tous cas durant la durée de la mutinerie, il a pris fait et cause pour l'état-major et les forces de répression, et il n'a pas réussi plus que les autres à emporter le morceau, c'est-à-dire à convaincre les soldats de rendre les armes. Les popes ont subi la même opprobre du point de vue des soldats, tous ceux qui les ont enjoints à capituler aussi, ont été renvoyés par la troupe.

> Thierry Continsuzat : Je voudrais intervenir et je pense que je peux amener quelques éléments sur cette histoire-là. J'ai connu une dame, Madame Boudierle qui était restée chez elle et qui avait une vue sur tout le camp et elle m'a expliqué comment cela s'était déroulé le premier jour où les coups de canons ont été tirés. Elle m'a fait voir exactement ou ça s'était passé. Elle m'a bien dit que quand il y avait eu des coups de canon, les mutins n'ont pas réagi du tout de manière agressive; ils étaient très étonnés apparemment que l'armée française leur tire dessus; ils ont d'ailleurs chanté la Marseillaise, ils ont aussi chanté leur hymne. Elle a tout vu toute la première journée, elle m'a fait voir comment ça s'était passé et je pense que réellement, la première brigade, ils n'étaient pas du tout agressifs, c'est presque sûr parce qu'il y a deux personnes qui m'ont parlé de ce jour-là et ils étaient assez étonnés, oui. Les soldats n'ont pas répondu sur le coup, elle m'a expliqué que quand le premier coup de canon, celui qui était réel, est tombé au milieu de la foule, la réaction qu'ils ont eue a été de regarder, de ne pas bouger. Ils sont allés ramasser les deux ou trois blessés ou quelques morts, parce qu'elle voyait tout, mais elle ne savait pas distinguer exactement. Ils les ont juste ramassés, sans réagir, sans tirer un coup de feu, rien. Après par exemple, sur le bois de Feuillassou, apparemment à la fin elle m'a dit qu'il y avait d'énormes combats, et que c'était au corps à corps dans le bois entre les Russes eux-mêmes. Voilà ce sont des choses que les gens ont vues et auxquelles je me suis intéressé, il y a à peu près 40 ans.

> Une intervenante : Ce n'est pas pour poser une question, c'est pour vous remercier de la part de mon pays. Je suis russe, je suis accueillie par la famille de mon mari à La Courtine depuis 17 ans. Depuis 17 ans à peu près, je connais cette histoire, mais pas vraiment avec tous les détails et je voudrais remercier tous mes compatriotes russes ici, ça me touche. Toutes vos recherches, votre travail pour reconstituer cette mémoire, ce souvenir de

100 ans, pour que ça ne se répète plus jamais, et puis pour honorer tous ces gens qui voulaient rentrer dans leur pays, qui ne voulaient pas continuer la guerre, juste pour continuer la guerre. Vous comprenez qu'entre les peuples ce n'est pas possible qu'il y ait la guerre, il n'y a rien à partager que l'amitié et le bonheur de vivre, je vous remercie beaucoup.

> Jean-Louis Presset : je suis intrigué par le personnage de Rodion Malinowski. J'ai vu dans l'exposition qui est là-bas, lui qui a fait belle carrière dans le monde soviétique, qu'il n'était pas du tout du bon côté au moment de la mutinerie, encore que, on nous a expliqué ce matin que ceux qui étaient du mauvais côté, c'est-à-dire plutôt la troisième brigade, n'étaient pas tous des contre-révolutionnaires pour autant, mais lui, semble-t-il, a même récidivé puisque après, il est resté dans le corps expéditionnaire pour reprendre les combats , qu'il a été loyal jusqu'à la fin de la guerre à son alliance avec la France. Donc je suis un peu intrigué par ce personnage.

Rémi Adam : Alors je ne vais pas me faire juge, je vais simplement rappeler quelques faits. Effectivement Malinowski il était dans le camp de La Courtine, il était avec la première brigade. Il était jeune mitrailleur et il a été témoin de ces évènements, un témoin sans rôle particulier, on ne le retrouve pas dans les comités, ça c'est une chose. Il a raconté cette histoire lui-même dans un roman autobiographique. C'était le maréchal Malinowski qui l'a écrit et qui évidemment a reconstruit tout ce passé. Et si on prend les faits tels qu'ils se sont déroulés, lui, il a fait le choix, à l'issue de la répression de la mutinerie, le choix fait par une petite minorité de soldats, qui a été de rejoindre de nouveau le front, c'est-à-dire d'accepter de combattre sous la discipline française, sans soviets; c'est ce qu'il a fait jusqu'à la fin de la guerre. Et non seulement il l'a fait jusqu'à la fin de la guerre, mais il a prolongé aussi dans la légion qui s'est constituée et il a rejoint plus tard la Russie, sans trop de difficultés d'ailleurs, personne ne lui a spécialement reproché d'avoir continué à combattre. Les Russes qui rentraient remplissaient un formulaire, il l'a indiqué, et plus tard il a gravi les échelons de la hiérarchie, à la fois bureaucratique et militaire, c'était un militaire de carrière, pas un politique. On raconte visiblement que son passé a failli revenir en boomerang sous Staline, et c'est Khrouchtchev qui s'est fait le protecteur de Malinowski, et qui l'a ensuite propulsé jusqu'au ministère de la Défense. C'est-à-dire qu'il y avait un dossier sur Malinowski relatant son passé, et ça aurait pu valoir effectivement à Malinowski la déportation ou une balle dans la nuque dans la période de grande terreur de 37-38, mais ça n'a pas été le cas. Ensuite, il a écrit cette histoire, et ce qui est intéressant, c'est ce que j'ai retrouvé il y a peu de temps. J'ai dit qu'il y avait une association des anciens soldats en Russie, c'est-à-dire en Union Soviétique, qui s'est constituée. Il y a des archives à Moscou, elles sont peu fournies, mais il y a un certain nombre de choses. Et par ailleurs, dans la famille de Malinowski, notamment sa fille dispose des courriers envoyés par les anciens du corps expéditionnaire quand il était ministre de la Défense, c'est à dire dans les années 50. Ces courriers font état de demandes qui lui sont adressées : « est-ce que t'aurais pas un petit coup de main pour me trouver un boulot, je suis un ancien du corps expéditionnaire (…) » Et lui, il a répondu à un certain nombre de ces courriers■

De gauche à droite : Rémi Adam, Dominique Danthieux, Eric Molodtzoff, Bernard Langlois, Armelle Bonin-Kerdon, Michel Patinaud

Les anciens soldats du corps expéditionnaire russe dans la Résistance

Lorsque survient la seconde guerre mondiale les anciens soldats du CERF restés en France ont pour la plupart demandé et obtenu au début des années 30 la nationalité française.

Ils se sont mariés, ont des enfants et exercent une profession. A la question posée dans leur dossier de naturalisation: « le demandeur a-t-il l'esprit de retour ?» Ils ont répondu « non » même si subsiste toujours l'espoir de revoir un jour leur famille et leur patrie d'origine.

Une grande partie de ces anciens soldats du CERF se sont établis dans l'Est de la France, en Lorraine et en Franche-Comté. Cela s'explique aisément, ce sont ces deux régions qui ont accueilli la majorité des compagnies de travailleurs après la répression de la mutinerie de La Courtine en septembre 1917. Ils ont été contraints aux travaux forcés dans des carrières et des chantiers de bûcheronnage jusqu'à fin 1919. Au moment de leur libération ils doivent justifier d'une promesse d'emploi pour rester en France. C'est tout naturellement qu'ils vont trouver des employeurs dans ces deux régions et y rencontrer leurs futures épouses.

L'année 1940 les trouve parfaitement insérés dans la société française lorsque l'armée allemande entre en France. Les années d'occupation vont être l'occasion pour nombre d'entre-eux de faire acte de résistance. S'ils ne sont pas retournés en Russie, la Russie elle, vient à eux… Les soldats soviétiques faits prisonniers sur le front de l'Est par les troupes allemandes sont envoyés en France pour travailler dans les usines et mines de l'Est de la France. C'est une main d'oeuvre réduite en esclavage par l'occupant. Les conditions de travail et de détention sont très dures et la mortalité très élevée. Les anciens du CERF vont être témoins du sort fait à leurs compatriotes et les soutenir. Depuis le pain ou le tabac donné en cachette des sentinelles jusqu'à la création de réseaux d'évasion vers la Suisse et l'Angleterre. Voici deux histoires de familles qui permirent à des évadés russes de sauver leur vie.

Timofei Toporenko, soldat de la 1ère brigade

Lorsque Boris Timofeevitch Toporenko parle de son père Timofeï Teodorovitch c'est toujours avec beaucoup d'affection et de fierté. A 80 ans passés, les souvenirs de l'occupation sont encore très vivaces et l'étonnement d'avoir survécu toujours aussi fort.

Timofeï Teodorovitch était soldat dans la 1ère brigade spéciale. Après la dissolution du CERF il travaille dans une carrière en Haute-Saône puis dans une fromagerie dans la localité de Martinvelle. En 1919 il épouse Agathe et de cette union naitront 4 enfants dont Boris. Il fonde sa propre fromagerie. Travailleur et généreux c'est un homme respecté.

Avec la Lorraine toute proche un grand nombre de prisonniers soviétiques sont affectés dans mines et usines de la région. Ils seront nombreux à s'évader et à rejoindre les partisans pour mener avec eux une résistance active. La maison des Toporenko va devenir un des lieux de passage obligé sur le chemin de la liberté.

Boris Toporenko: « En 1943, les fugitifs soviétiques se cachaient souvent dans notre maison, y vivaient quelques jours jusqu'à ce qu'ils trouvent une possibilité d'aller plus loin. Mon père ne refusait personne et les bruits sur notre famille se propageaient rapidement parmi les prisonniers de guerre. Ils ont inventé un signe de reconnaissance: le dessin d'une hache. C'était le symbole du nom de famille Toporenko » Timofei devient le contact et le relais du commandant Filatov le chef du groupe des partisans « Poltava »

Timofei TOPORENKO.
Soldat de la 1ère brigade

Boris est adolescent et sait parfaitement ce que risque la famille en cas de dénonciation: l'envoi en camp de concentration et même fusillés sur le champ…

Toute la famille assume ce risque et la mort a failli frapper un funeste jour de 1943. Deux officiers de la Gestapo frappent à la porte de la maison. Deux réfugiés russes s'y trouvent. Au premier coup Boris a juste le temps d'ouvrir la fenêtre de sa chambre à l'étage et qui donne sur le jardin.

A peine les russes enfuis et la fenêtre refermée, les allemands entrent dans la pièce mitraillette en bandoulière. Boris arrive à masquer son émotion et affecte un calme olympien….

Il estime aujourd'hui que la famille a échappé ce jour-là au pire :

« C'était une chance pour nous qu'ils ne soient venus qu'à deux au lieu d'encercler la maison.. Mon père faisait du fromage au rez-de-chaussée lorsqu'ils sont arrivés. Nous avions un grand chien qui ne les a pas laissé approcher. Ils l'ont abattu. C'était un moment très dur, les gestapistes étaient furieux de n'avoir trouvé personne. Ils nous ont rassemblé dans une petite pièce et commencé un interrogatoire. Ils n'ont eu que notre calme et des réponses pleines d'assurance en retour. Ils ont fouillé toute la maison, c'était affreux.

Nous étions enfants mais nous n'avons pas craqué. Après une heure d'interrogatoire maman a compris que nous étions très fatigués et elle a crié aux gestapistes: « Allez, hors d'ici ! »

Les allemands vont finalement quitter les lieux et mettre la famille sous surveillance. Malgré cela la famille Toporenko continue à accueillir des fugitifs. Ils laissent leurs noms et leurs adresses sur des bouts de papiers placés dans des bouteilles elles-mêmes cachées dans les murs.

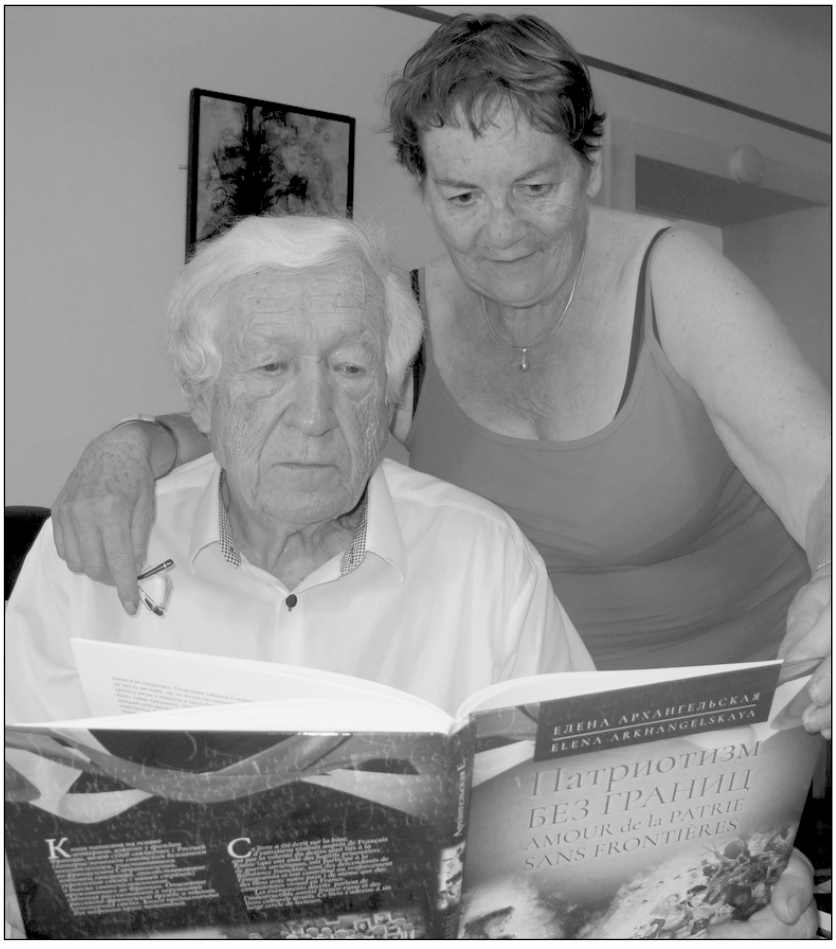
En tout ce seront 68 évadés soviétiques qui trouveront refuge dans la maison familiale. Filatov, le chef des partisans « Poltava » leur remettra un certificat attestant ce chiffre.

Pourquoi avoir pris de tels risques ?

« Nos parents ne nous disaient rien de ce qu'il fallait faire. Nous avions simplement ressenti ce qui se passait. Le fascisme n'apporte rien que la peur et la mort. Nous devions lutter.

Mon père a refusé toutes les récompenses et nominations que lui a accordées l'Etat. Il n'a accepté que la médaille de la Résistance »

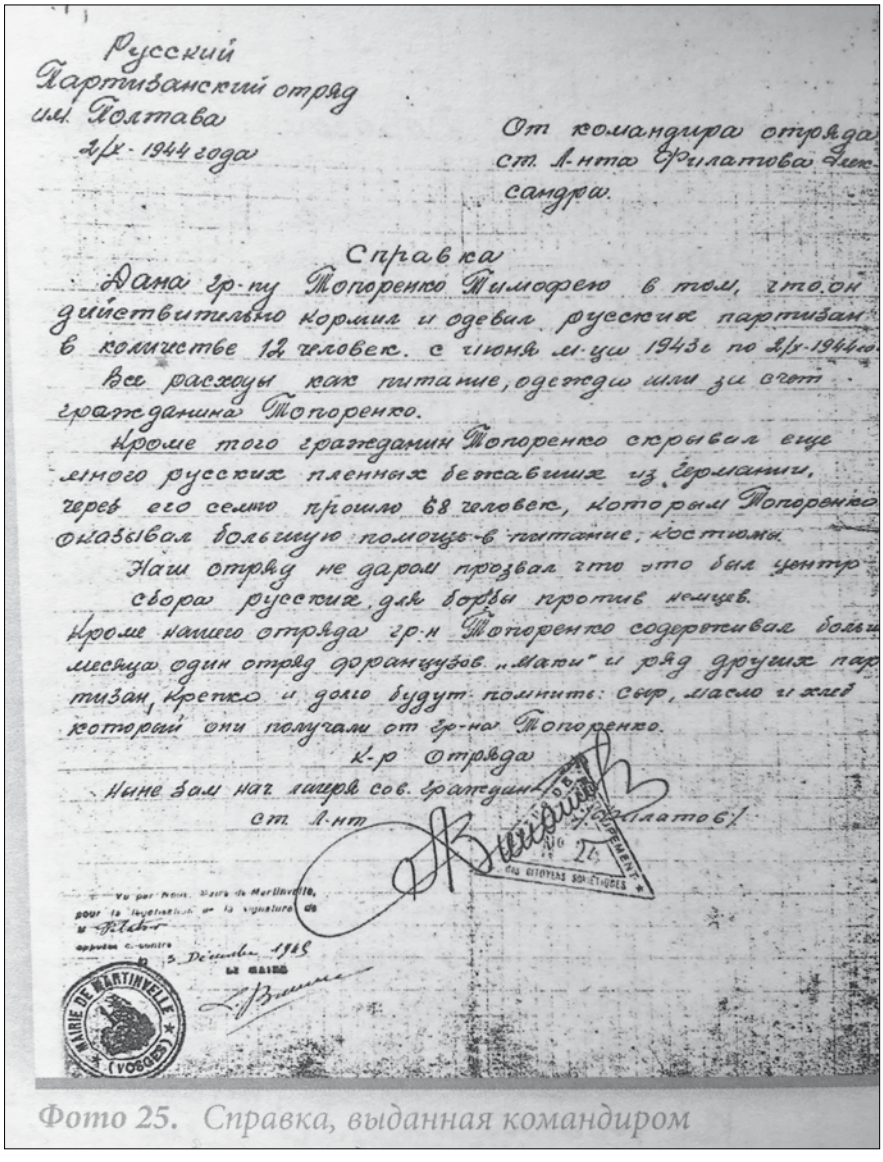
Une dernière anecdote racontée par Boris avant de refermer cette première histoire :« Nous les 4 enfants allions dans d'autres endroits où se cachent des évadés et leur laissions de la nourriture et des vêtements. Une fois, il ne restait plus de vêtements, notre père a donné à un fugitif son costume de mariage et le prisonnier a dû l'enfiler ce qui nous a semblé drôle, mais rien à faire, cela l'a sauvé »■



Boris Toporenko et Anne-Marie Drouan

Boris TOPORENKO fils de Timofei sur les épaules du commandant FILATOV

Photo de famille devant le camion Citroën : Timofei TOPORENKO sur le marchepied. Devant, ses enfants. Boris est à droite.



Русский
Партизанский отряд
им. Полтава
2/X - 1944 года

От командира отряда
ст. л-нта Филатова Алек-
сандра.

Справка

Дана гр-ну Топоренко Тимофею в том, что он
действительно кормил и одевал русских партизан
в количестве 12 человек. с июня м-ца 1943г по 2/X-1944г.
Все расходы как питание, одежда шли за счет
гражданина Топоренко.

Кроме того гражданин Топоренко скрывал еще
много русских пленных бежавших из Германии,
через его семью прошло 68 человек, которым Топоренко
оказывал большую помощь в питание, костюмы.

Наш отряд не даром прозвал что это был центр
сбора русских для борьбы против немцев.
Кроме нашего отряда гр-н Топоренко содерживал больш
месяца один отряд французов „Маки" и ряд других пар
тизан, крепко и долго будут помнить: сыр, масло и хлеб
который они получали от гр-на Топоренко.

К-р отряда
Ныне зам нач лагеря сов. граждан
ст. л-нт

Vu par Nous, Maire de Martinvelle,
pour la légalisation de la signature de
M. Filatov
apposée ci-contre
3 Décembre 1945
LE MAIRE

MAIRIE DE MARTINVELLE (VOSGES)

Фото 25. Справка, выданная командиром

Certificat délivré par le commandant Filatov du bataillon de la Résistance « Poltava »

Traduction

Cette attestation est délivrée au citoyen TOPORENKO comme quoi il a réellement nourri et habillé 13 partisans soviétiques du mois de juin 1943 au 2 juillet 1944.

Toutes les dépenses pour la nourriture et l'habillement étaient assurées par le citoyen TOPORENKO.
En outre le citoyen TOPORENKO cachait plusieurs prisonniers Russes, évadés d'Allemagne.

En tout 68 personnes ont été hébergées chez lui, personnes que TOPORENKO a aidées en nourriture et habillement.

C'est à cause de cela que cette ferme fut appelée « Centre de rassemblement des Russes, pour la lutte contre les Allemands ».

En plus de notre détachement, le citoyen TOPORENKO a camouflé pendant plus d'un mois un détachement du maquis français et une série d'autres partisans qui se souviendront longtemps, du fromage, du beurre et du pain qu'ils recevaient du citoyen TOPORENKO

Le commandant du Détachement actuellement adjoint du commandant du camp de citoyens soviétiques.

On l'appelait « la maman des partisans »

Chez les anciens soldats du corps expéditionnaire russe restés en France, la Résistance et le secours aux évadés soviétiques pendant la seconde guerre mondiale est une affaire de famille.

Ainsi en fut-il aussi pour la famille Denissoff.

Procopy Denissoff originaire de Toula est arrivé en France avec la 1ère brigade du CERF. Caporal, il fut blessé à plusieurs reprises et même gazé. Sa valeur au combat lui valut d'être décoré de la croix de St Georges.

En 1923, il épouse Elise âgée de 18 ans. Lorsque qu'éclate la seconde guerre mondiale, les époux Denissoff établis à Fontenay dans les Vosges entrent dans la Résistance.

Elise raconte « Au plus fort de la bataille de Stalingrad nous écoutions Radio Moscou. Nous étions très inquiets et en même temps admirions le courage des soldats soviétiques. Des francs-tireurs et partisans écoutaient la radio avec nous. Ils ont même pris pour mot de passe « Stalingrad ».

Procopy Denissoff meurt en 1942 des suites de ses blessures de guerre. Il laisse une veuve de 37 ans avec 7 enfants à charge…

Elise et sa famille survit grâce à un commerce alimentaire et une petite ferme hérités de ses parents. Malgré cela les temps sont durs et le ravitaillement un problème quotidien. D'autant plus que le destin va placer sur la route de la famille Denissoff des Russes évadés des mines et usines du bassin ferrifère lorrain tout proche . « Le 27 avril 1943 je vis passer devant chez moi trois hommes vêtus de tenues étranges. Nos regards se croisèrent. J'ai cru y lire de la détresse et de la supplication. Ma fille aînée qui était près de moi eut la même pensée. Ce doit être des Russes »

Il s'agit en effet du colonel Lebedev, du capitaine Basile Nikitine et du lieutenant Nicolas Terechemov capturés par les allemands lors de la bataille de Smolensk puis déportés dans les mines du bassin de Briey.

Leur arrivée devant la maison de Fontenay après 3 semaines de voyage à pied et de nuit n'est pas due au hasard. Ce lieu de refuge leur a été recommandé par des maquisards. Les évadés vont reprendre des forces et s'incliner sur la tombe de Procopy avant de poursuivre leur chemin vers la liberté. L'un d'eux est pilote. Ils ont l'intention de voler un avion sur la base aérienne de Luxeuil pour rejoindre l'Angleterre. Elise leur donne une carte du secteur, une boussole, les met sur le bon chemin et apprendra quelques jours plus tard dans le journal le vol d'un avion ennemi….

Tout comme la maison des Toporenko, celle de Fontenay va devenir une étape régulière pour les évadés soviétiques. Pour les Toporenko, le risque est réel et la crainte de la gestapo permanente surtout avec un commerce où passent de nombreux clients étrangers au village.

« C'était très compliqué pour le ravitaillement de tout ce monde. Ils étaient 8 hommes et ma famille comprenait déjà 11 personnes. De plus, ce n'était pas une petite affaire que de loger, dissimuler, laver et raccomoder tous ces pauvres gens ». Elise a à présent un détachement de 16 hommes à ravitailler. Les missions de liaison de la famille Denissoff deviennent de plus en plus périlleuses. Elise gagne le surnom de « maman des partisans »

Tous les russes ne se donnent pas la Suisse ou l'Angleterre comme buts, beaucoup vont rejoindre les combattants clandestins dans le secteur de Bains-les-Bains et de La Bresse. Ils entrèrent notamment dans le détachement des FTP commandé par Jean Vitu, alias Bébert. Interrogé plus tard sur les Soviétiques dans son détachement il raconte : « j'avais un faible pour les Russes, ils étaient simples, disciplinés, dévoués, courageux, plein d'abnégation. Dans les moments difficiles je les consultais car ils avaient une grande expérience militaire et ils la transmettaient aux jeunes patriotes français. Après la libération, nous autres partisans, nous nous sommes retrouvés tous les ans en juin, à La Bresse. Je mets toujours un verre en plus à côté du mien et tout le monde sait que c'est pour les Russes"

Peu avant l'arrivée des américains, les Russes rejoignent la 2ème DB du général Leclerc près de Châtel -sur- Moselle.

Le 27 septembre 1944 le village est enfin libéré.

Avant de regagner leur pays, les Soviétiques sont revenus pour saluer « la maman des partisans » et exprimer leur reconnaissance. Ils ont laissé leur adresse et quelques mots sur des cartes postales.

Elise et ses filles Marie-Louise et Jeannine ont été décorées de l'Ordre de la Croix du combattant.

Eric Molotzdoff

Les témoignages et propos ont été recueillis par Guénadi Netchaiev pour le magazine « Etudes soviétiques » et Robert Harrburger de l'Est Républicain (pour Toporenko)

De La Courtine à Rélizane (Algérie)
Jean Korolioff, l'ami de la famille Sudry

Monsieur Hervé Moreau nous a fait parvenir le texte ci-dessous expliquant comment des mutins de La Courtine se sont retrouvés employés dans la forge de Monsieur Sudry et comment l'un d'entre eux, se considérant comme un ami de la famille, a continué après son rapatriement en Russie à correspondre avec la famille Sudry.

Photo prise durant l'été 1919 à Rélizane (Algérie) devant la forge de François SUDRY, au centre, coiffé d'un chapeau. Les membres du corps expéditionnaire russe, ex-mutins de La Courtine, sont coiffés de la casquette sauf un moustachu situé à gauche. Ivan KOROLIOFF est du côté droit, en bras de chemise, un marteau à la main.

François SUDRY est né le 2 février 1867 à Viers, commune de Sainte-Marie-Lapanouze (Corrèze). Sa famille déménage ensuite au Mont-Bas, hameau situé dans la même commune où elle a acheté une propriété de douze hectares. Après sa scolarité à l'école du bourg, François Sudry fera son apprentissage de charron-forgeron à La Serre, commune de Mestes.

Fils d'une famille de six enfants, à l'âge de vingt ans, il décide de partir en Algérie. Il exerce son métier de forgeron au cours de son voyage pour se payer la traversée et, malgré le vol de ses outils, il parvient à Marseille et s'embarque pour l'Algérie.

Arrivé là-bas, il fonde une forge Boulevard Lapasset à Relizane, petite ville située dans le département d'Oran, sur la Mina, où des Espagnols pratiquaient des cultures irriguées grâce à un réseau de canaux.

C'est à cette forge que furent affectés des membres du Corps expéditionnaire russe qui s'étaient mutinés au camp de La Courtine ,(Creuse) à la suite de la révolution de février 1917 et de la chute du tsar Nicolas II. Ceux qui avaient refusé de se soumettre furent envoyés en Algérie.

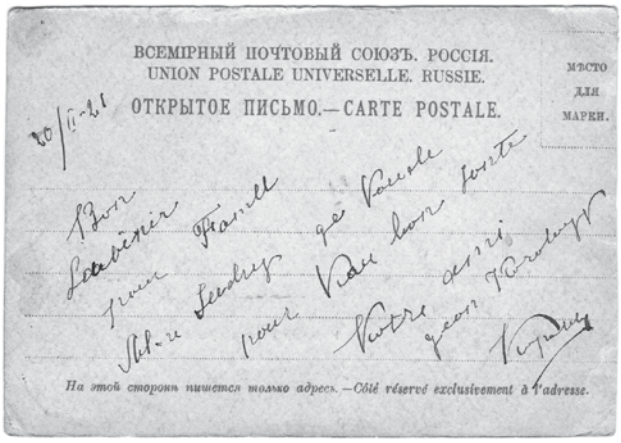
La photo prise durant l'été 1919 devant la forge montre, à droite, François Sudry, âgé de cinquante-deux ans, au centre, coiffé d'un chapeau, son fils Guillaume, âgé de dix-neuf ans, et au premier rang, à droite, assis en tailleur, son autre fils, Aymar, âgé de douze ans. Les membres du corps expéditionnaire russe sont coiffés de la casquette sauf un moustachu situé à gauche. Ivan Korolioff est du côté droit, en bras de chemise, un marteau à la main.

Ce dernier avait sympathisé avec la famille Sudry et il apprenait le français dans les livres de la fille de la maison, Julia, âgée à l'époque de neuf ans, qu'il appelait de sa voix traînante « Joulichka ».

En 1920, la famille Sudry est repartie en France, d'abord à Sainte-Marie-Lapanouze, ensuite à Liginiac. Et les Russes ont regagné leur pays, ralliant Oran où ils ont été démobilisés, puis Loupian dans l'Hérault et enfin Marseille où ils ont séjourné au camp Oddo.

Peut-être se sont-ils embarqués à bord du paquebot « Empereur Nicolas » qui faisait le tour de la Méditerranée. Comme l'atteste une carte d'Yvan Korolioff datée du 8 octobre 1920, ils ont fait escale à Constantinople, puis ont pris un autre bateau pour Odessa.

Les « irréductibles » se sont ensuite rendus à Nijni-Novgorod d'où Ivan Korolioff a envoyé trois cartes à la famille SUDRY les 16 et 21 janvier et le 10 février 1921, puis à Moscou d'où il a écrit le 20 février 1921 au verso d'une carte représentant la Porte Rouge.



Carte postale envoyé de Moscou le 21 novembre 1921 par Jean KOROLIOFF à la famille SUDRY
Bon souvenir pour la famille de M. Sudry. Je vous souhaite une bonne santé.Votre ami. Jean KOROLIOFF. (Coll. H. Moreau)

La correspondance s'est ensuite arrêtée, l'ancien membre du corps expéditionnaire russe perdant progressivement son français faute de pouvoir le pratiquer dans son pays d'origine. Néanmoins dans la famille Sudry le souvenir de l'ancien mutin de La Courtine reste vivace et celui qui signait invariablement ses lettres « Votre ami, Jean Korolioff » restera à tout jamais « l'ami de la famille », celui qui aimait la langue française et admirait sans doute le pays de la révolution de 1789 et des droits de l'homme■

Hervé Moreau
Prodesseur retraité
Ussel, octobre 2017

A propos de la déportation des mutins russes en Algérie, dans le livre « Le Limousin et la Révolution russe », l'historien Rémi Adam a écrit pages 185 et 186.

(…) Cinq mille « irréductibles » environ furent déportés vers l'Algérie. Après l'arrivée des soldats de l'Armée d'Orient, leur nombre total passa de 4338 en janvier à 9382 en février 1918. Il se stabilisa par la suite autour de 8900. Le premier rapatriement le fit chuter à 5166 en octobre 1919, puis à 3910 en janvier 1920. Les effectifs se maintinrent à ce niveau jusqu'en août 1920 où furent formés les derniers convois vers la Russie.

Durant ces années d'exil forcé, ils furent soumis une discipline de fer et astreints à des tâches pénibles pour le compte des services de l'État ou auprès des colons, sous la surveillance des troupes coloniales.

Au total, 27 compagnies de travailleurs forcés furent formées, dont la majorité dans l'Algérois. À l'instar de la politique appliquée dans l'hexagone, elles furent subdivisées en multiples détachements, soumis de surcroît à de fréquents déplacements, pour éviter tout mouvement collectif d'ampleur.

Le travail était au cœur de la politique répressive, car il était considéré comme le seul moyen « peut-être capable de venir à bout des mauvais soldats » ainsi qu'un « instrument indispensable à la mise en valeur coloniale ». Sur un effectif total de 9169 soldats en juin 1918, 2477 Russes travaillaient pour l'agriculture, 660 à la coupe de bois, et 217 à des travaux divers. Le reste, soit 5815 soldats (63,3%), étaient comptabilisés comme « réfractaires ».

Des compagnies disciplinaires furent également créées pour isoler davantage encore certains déportés se livrant « à une propagande bolchévique ».

Au mois d'avril 1918, plus d'une centaine étaient emprisonnés au fort de Mers-el-Kébir. Les arrestations portèrent ce chiffre à 425 en août. En septembre, les autorités opérèrent leur transfert vers le camp du Kreider, également dans l'Oranais.

D'autres sections disciplinaires furent établies dans les divisions d'Alger et de Constantine, à Djelfa et Tolga. Un « camp d'isolement » exista en outre à Médéa en février 1919.(…)

Des élèves de 1ère du lycée Rollinat d'Argenton-sur-Creuse planchent sur les révolutions russes et mutinerie de la Courtine

Novembre 2017 : un élève de 1ère du Lycée Rollinat d'Argenton sur Creuse dans l'Indre prend contact par courriel avec l'association La Courtine 1917. Il souhaite en savoir plus sur cette mutinerie en 1917 en Creuse dont a parlé sa prof d'histoire en cours. Les contacts sont pris, de premiers échanges épistolaires ont lieu et une rencontre est finalement organisée quelques semaines plus tard au lycée. Sont présents 3 élèves qui ont décidé de préparer un TPE (Travail personnel encadré) sur le thème des Révolutions russes et de leur illustration au camp de La Courtine.

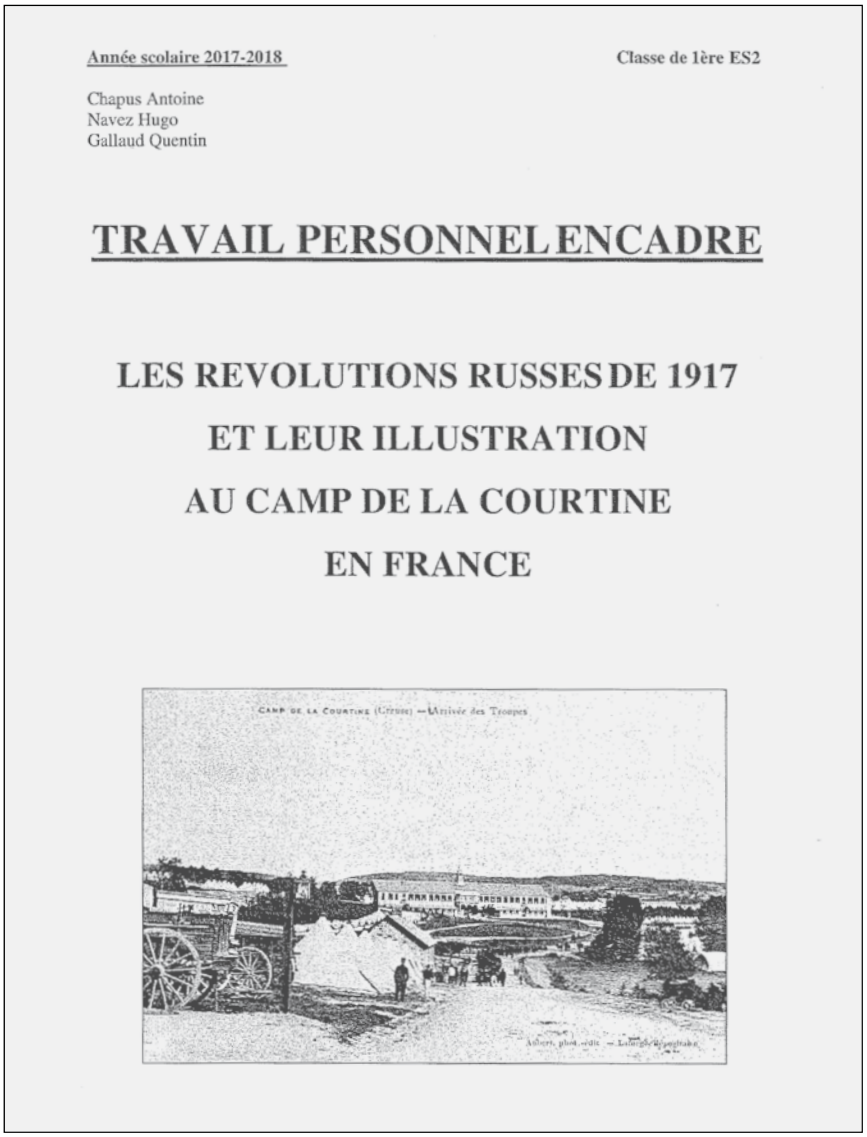
En préambule, dans la salle de documentation, nous visionnons tous les 4 le film « 20 000 moujiks sans importance ». Ensuite nous avons un échange à bâtons rompus où fusent les questions, pertinentes et pointues, soigneusement préparées par ces jeunes qui ont manifestement déjà bien potassés ces sujets. Je leur laisse des exemplaires des cahiers de l'association, des références d'ouvrages à consulter, des photos ainsi que d'autres documents pour illustrer leur travail.

Quelques mois plus tard, ils me font parvenir leur TPE qu'ils ont soutenu apparemment avec brio devant leurs professeurs, un mémoire de 32 pages composé de 3 grands chapitres :

- Le début de la grande guerre et des corps expéditionnaires

- Le gouvernement provisoire et l'avancée des corps expéditionnaires en France

- La révolution d'octobre et le sort des mutins.



Année scolaire 2017-2018 — Classe de 1ère ES2

Chapus Antoine
Navez Hugo
Gallaud Quentin

TRAVAIL PERSONNEL ENCADRE

LES REVOLUTIONS RUSSES DE 1917
ET LEUR ILLUSTRATION
AU CAMP DE LA COURTINE
EN FRANCE

Couverture du TPE des élèves de 1ère du lycée Rollinat d'Argenton-sur -Creuse

Félicitations à ces jeunes, à leur travail collectif de recherche, à leur intérêt pour l'histoire. Pour les lecteurs des Cahiers de La Courtine intéressés à recevoir ce TPE, contactez-nous, nous vous l'enverrons.

Ci-dessous vous pourrez lire des extraits des synthèses personnelles de ces 3 lycéens qu'ils ont tenu à faire figurer à la fin de leur mémoire.

Jean-Paul Gady

Synthèse personnelle d' Antoine

Nous avons choisi tous ensemble le sujet des Révolutions russes de 1917; en effet nous aimons tous les trois l'histoire et ces évènements étaient très intéressants mais surtout avec une part d'ombre ce qui rajoutait de l'envie à traiter ce sujet. (…) Nous sommes donc plus tard rentrés en profondeur dans le sujet et surtout

nous voulions savoir comment nous pouvions travailler sur ce sujet sans le rendre trop simpliste. Notre première professeure d'Histoire Géographie, Madame Hivergneaux, nous a parlé d'un colloque sur le camp de La Courtine qui avait eu lieu au mois de septembre. Nous avons donc commencé des recherches sur le camp de La Courtine et il nous est donc paru évident de relier ces deux thèmes ensemble. Notre rencontre avec le secrétaire de l'association La Courtine 1917 nous a totalement renforcé dans ce choix.

Notre production se voulait être objective et surtout ne pas prendre partie pour un protagoniste, en effet cela nous aurait désavantagés. Notre production a mêlé plusieurs thèmes différents de sociologie, d'histoire et un petit peu d'économie. (…). En premier lieu nous avons chacun relevé des informations différentes que ce soit sur La Courtine ou sur la Russie de l'époque. Dans un second temps, nous avons disséqué le dossier final en plusieurs parties distinctes afin que chacun puisse apporter une partie ou un peu plus dans le dossier final. Pour ma part, j'ai rédigé la deuxième partie et j'ai contribué à faire les liens entre les différentes personnes du groupe et à les aider en cas de difficultés sur leur partie respective.

Les TPE m'ont apporté des connaissances sur le sujet que nous traitons ainsi que sur la méthodologie qui nous a permis de rédiger le dossier; il m'a permis en outre de travailler en groupe et de pouvoir confronter les différents avis de personnes. Cela m'a permis aussi de voir que le travail régulier est très important dans la réalisation d'un dossier et qu'il faut continuellement se poser des questions sur le fait de comment présenter un sujet qu'importe sa complexité.

Synthèse personnelle de Quentin

(…) Les raisons du choix de ce thème sont, quant à moi, essentiellement liées à l'intérêt que je porte au sujet. J'ai, à de nombreuses reprises, regardé des documentaires ou lu des livres en relation avec cet épisode de l'histoire. Les événements qui ont eu lieu en Russie à cette époque m'apparaissent tout bonnement passionnants, et la complexité qui les accompagne ne fait qu'entretenir cette admiration. Le choix de ce sujet se rapporte, finalement à mon affection pour l'Histoire. De plus, j'ai toujours été intéressé par l'Histoire du socialisme, alors avec les Révolutions russes je fus servi.

Nous avions donc procédé de manière à ce que chaque semaine nous nous réunissions durant les cours de TPE. Nous nous étions répartis les tâches en 3. Moi, j'étais chargé de faire la partie numéro 3, l'introduction, et la conclusion, de ce dossier. Nous avions été parfois chargé de l'étude de livres, de films, de documentaires, ou d'articles pendant le week-end. Nous avions notamment acquis de Madame Vigneau (notre professeure d'Histoire qui nous a accompagné durant la formation de ce TPE) des livres sur le sujet, dont la liste se trouve dans notre bibliographie. En outre, nous avions eu la chance de recevoir l'intervention d'un responsable de l'association La Courtine 1917, il nous a beaucoup éclairé sur les événements de La Courtine.

Je dirais que la principale difficulté de notre travail a été la complexité contextuelle que présente l'étude d'une période historique comme celle-ci. La saisir dans sa globalité est assez ardu. De plus, une fois les éléments en main il faut savoir les replacer sans créer de malentendus et en essayant de synthétiser la chose, ce que généralement j'ai beaucoup de mal à appliquer.(…)

Les TPE m'ont apporté (comme on nous l'avait dit) un avant goût de ce que l'on devra faire à la faculté, un avant goût des TP. Outre cet aspect, ils ont été, bien entendu, un enrichissement culturel pour moi et mes camarades. (…)

Synthèse personnelle de Hugo

Notre TPE a pour thème les Révolutions Russes de 1917, ainsi que pour problématique « Comment passe-t-on du gouvernement des tsars à un gouvernement soviétique en Russie, nous verrons cela au travers de la mutinerie de la Courtine. ». Mais, bien avant d'avoir défini ce thème, il nous fallut passer par plusieurs étapes. Tout d'abord nous étions dirigés vers des faits historiques (l'histoire étant une matière plaisant à chacun des membres du groupe), afin de se rapporter à une autre matière nous avons choisi les révolutions dans le monde dans un premier temps. (…) Bien que nous ayons affiné, le professeur d'histoire nous conseilla de passer par un évènement ou un lieu précis et nous indiqua

un camp dans la Creuse qui pendant la guerre a accueilli un corps expéditionnaire russe. Nous avions donc désormais une problématique définie. (…)

Les premières phases de recherche se firent sur internet et en parcourant les pages de certains sites nous avons découvert une association dédiée à ce corps expéditionnaire. Nous leur avons demandé de nous envoyer l'un de leur représentant qui à gentiment accepté de venir nous voir, il nous donna, au cours de cet échange, de précieuses informations et des petits détails intéressants, introuvables sur internet. Il nous redirigea vers des auteurs ayant écrit sur le corps expéditionnaire et sur la Russie pendant la guerre. Pour finir nous avons rédigé.

Grâce à tout ceci, j'ai appris comment rechercher des informations fiables, j'ai fait des rencontres intéressantes, j'ai gagné une certaine autonomie et cela n'a que renforcé mon plaisir de travailler en groupe.

Remerciements

Nous remercions l'association La Courtine 1917 qui nous a permis d'obtenir de nombreuses informations ainsi que la possibilité d'exploiter une partie de leurs ressources iconographiques. Nous remercions en particulier Monsieur Gady qui est venu à notre rencontre afin de pouvoir échanger sur cet évènement historique qui reste malgré tout méconnu du grand public.

Nous remercions aussi nos différents professeurs, et en particulier Madame Vigneau, qui nous a prêté des oeuvres personnelles afin de mieux comprendre ces évènements■

Les élèves du lycée Rollinat d'Argenton sur Creuse savaient-ils ?…

Raymond Rollinat, (1859-1931) est un naturaliste et herpétologiste français reconnu pour ses travaux scientifiques et ses nombreuses publications. Il passe presque toute sa vie à Argenton-sur-Creuse, ville d'origine de sa famille.

Pendant toute la période de la Grande Guerre Raymond Rollinat a tenu son journal : 43 carnets manuscrits, soit près de 4 000 pages d'une fine écriture. Ils ont été publiés sous le titre « Argenton sur Creuse 1914-1918 » aux éditions Guénégaud, Paris. Photographe, il a pris 1100 clichés des événements causés à Argenton par la guerre.

En date du dimanche 24 juin 1917 il relate :

« Ce matin à 10 heures 55, il y a beaucoup de monde au pont Saint-Paul et sur le quai pour voir passer le train de troupes russes. Retirée du front cette 1ère brigade est isolée au camp de La Courtine.

Dès l'arrivée en gare les hommes descendent des wagons. Ils ont de bonnes figures et sont très gais. Vêtus d'une veste kaki serrée à la taille, d'un pantalon brun verdâtre, de bottes et d'une casquette plate avec écusson sur le devant, ces hommes forment un spectacle pittoresque. Ils acclament du geste et de la voix accompagnée d'une musique très harmonieuse, avec instruments à cordes, flûtes et tam-tams. Le public leur répond. Le clairon se fait entendre pour le rassemblement du départ. Les soldats s'installent dans les wagons à voyageurs, à marchandises, d'autres avec leurs chevaux et même dans les vigies non occupées par les agents du train. Certains sont assis à l'orientale, comme les Hindous, sur leurs bagages, ils semblent très à l'aise dans cette position.

A 4 heures 15, nouveau train de troupes russes. Les dames et demoiselles sont priées de ne pas envahir le quai de la gare et de rester sous la marquise. Les Russes pour la plupart sautent à terre dès l'arrivée du convoi. Les officiers comprennent parfaitement le français. Leur uniforme est agrémenté de pattes d'épaules en or avec des étoiles rouges ou bleues et galons d'or.

Ces hommes sont heureux d'être retirés du théâtre de la guerre dans la perspective de couler des jours paisibles à La Courtine. Hélas pour eux, suite à l'émeute qu'ils vont déclencher, il va s'en suivre un combat meurtrier le 16 septembre ou plusieurs centaines d'entre eux vont disparaitre ».

Ainsi donc à 150 km de La Courtine on savait qu'il y avait eu là-bas une mutinerie suivie d'une répression sanglante. Quel était l'état d'esprit des habitants d'Argenton-sur-Creuse sur cette mutinerie ? Raymond Rollinat ne nous éclaire pas sur ce point…

Jean-Louis Bordier / 23/10/2018

(Raymond Rollinat est le cousin du poète Maurice Rollinat).

La Courtine 1917 ainsi que 20 autres associations, syndicats et collectivités de Haute-Vienne ont présenté en novembre 2018 le beau spectacle pacifiste ci-dessous. Nous l'avions fait passer en septembre 2017 à La Courtine lors des journées du centenaire, il avait profondément ému le public présent et nous l'avons donc chaudement recommandé à tous nos partenaires.

SPECTACLE

THÉÂTRE DE RUE ET DANSE PAR PATRICE DE BÉNÉDETTI

JEAN, SOLO POUR UN MONUMENT AUX MORTS

Jeudi 8 novembre 2018
SAINT-JUNIEN
MONUMENT AUX MORTS DU CIMETIÈRE
18H

Vendredi 9 novembre 2018
LIMOGES
PARC VICTOR THUILLAT

Gratuit - Tout public - Accessible PMR - Durée du spectacle : 35 minutes
Renseignements : www.saint-junien.fr & www.facebook.com/villedesaintjunien

Spectacle pacifiste à l'initiative d'associations, syndicats et collectivités de Haute-Vienne : Libre pensée 87 - Ateneo Republicano du Limousin - CIRA (Centre international de recherches sur l'anarchisme) - CMCAS-EDF (Caisse mutuelle complémentaire d'action sociale EDF) - IRHS-CGT (Institut régional d'histoire sociale de la CGT) - La Courtine 1917 - FSU (Fédération syndicale unitaire) - Planning Familial 87 - Les Amis de Louise - Ligue des droits de l'Homme Limoges - Marsa Publications et Animations - Mémoire à vif - Mosaïc - MRAP (Mouvement contre le racisme et pour l'amitié entre les peuples) - Union Départementale CGT - Union Pacifiste - Ligue des Droits de L'Homme Saint-Junien Rochechouart - Ville de Saint-Junien - Ville de Limoges - C.C. Porte océane du Limousin

Un hommage à Jean Jaurès et à travers lui, à l'espoir qui s'était emparé de l'Europe prolétaire d'avant guerre.
«Jean» c'est Jaurès, mais c'est aussi son père syndicaliste et tous les autres «Jean» partis au combat, qui, pour la plupart, n'en reviendront pas.
Entre souvenirs personnels et mémoire collective, ce spectacle est un hommage à des hommes qui ont posé leurs outils pour des fusils, à ces ouvriers devenus des soldats, plutôt chair à canon.
Le corps désarticulé et tordu, porté par des béquilles, Patrice de Bénédetti aborde avec puissance et tendresse les notions de don, d'espoir, de rapport à soi et au monde.
Il danse la mort et la vie, avec force et élégance, et c'est bouleversant.

Auteur, chorégraphe, interprète : Patrice de Bénédetti
Regard extérieur : Yui Mitsuhashi
Co-productions : Compagnie P2BYM et l'Usine, Scène conventionnée pour les arts dans l'espace public (Tournefeuille/ Toulouse Métropole) - Aide à la création : Ville de Toulouse
Label Centenaire 14-18 - Le spectacle bénéficie du soutien du Réseau R.I.R dans le cadre de la Saison Régionale Rue & Cirque 2016 (PACA) - Productions : Les Thérèses / N° Licence 2-1022023/ 3- 1023024

Mémoires d'un soldat russe, mutin de La Courtine

L'association La Courtine 1917 a pris connaissance d'un livre édité il y a près de 60 ans en Union soviétique dont l'auteur est un soldat de la 1ère brigade du Corps expéditionnaire russe. Il relate l'épopée de ces soldats, tous les grands moments vécus par eux entre 1916 et 1920 et tout particulièrement les 3 mois de mutinerie à La Courtine et l'assaut des 3 journées de septembre 1917. Ce livre de 300 pages est en cours de traduction avec l'objectif de pouvoir le publier en français, si toutefois l'association obtient les droits de publication.

Dans les lignes ci-dessous, vous pourrez lire un court passage de ce livre rendant compte de l'arrestation le 19 septembre 1917 de Globa responsable du soviet de La Courtine après les 3 jours de canonnage des mutins.

Le 19 septembre 1917 au matin, après les 3 jours de canonnage, Globa et les responsables du soviet sont arrêtés.

(…) Les autres également s'arrêtèrent. Ils étaient six, et ils décidèrent de résister, attendant que les attaquants s'approchent et referment le cercle. Cependant un heureux hasard décida du destin des hommes de La Courtine. Lorsque le sous-officier des attaquants s'approcha des gens de La Courtine et leur proposa de déposer les armes, un grand groupe d'attaquants sortit de derrière le coin de la caserne, avec à sa tête le capitaine Joukov, officier de la 1ère brigade. Il commandait aussi la sous division des attaquants. Joukov était le commandant de l'escadron dans lequel servait Globa. Il connaissait Globa depuis longtemps, depuis le front russe, il appréciait ses qualités de combattant et avait toujours fait preuve envers lui d'une attention soutenue. Et à présent, rencontrant Globa en cette minute fatidique, il décida de l'épargner. En voyant Globa, Joukov donna un ordre : "Soldats, stop" ! Et il se dirigea d'un pas rapide vers le groupe d'hommes de La Courtine prisonniers. Le commandant du détachement d'attaquants annonça clairement :

-Votre excellence ! Nous avons arrêté les dirigeants des mutins et leurs assistants.

Joukov resta immobile une minute, il examina attentivement les hommes de La Courtine, et demanda :

-Qui parmi vous est Globa ?

-C'est moi, répondit Globa.

-Ce même Globa ? Le jeune sous-officier président du Soviet de La Courtine ? Demanda-t-il encore une fois, faisant semblant de ne pas reconnaître Globa.

-Oui, répondit à nouveau Globa.

-Pourquoi n'avez-vous pas de galons sur vos épaulettes ? demanda Joukov.

-Maintenant on est libres, mon capitaine, et puis ils me pèsent, répondit Globa avec une certaine ironie, faisant également semblant de ne pas reconnaître le capitaine Joukov.

-J'espère que vous me reconnaissez ? dit Joukov en s'adressant à Globa.

-Comment pourrait-il en être autrement, dit Globa. Nous étions ensemble sur le front en Russie, nous avons combattu ensemble ici aussi. Vous m'avez aussi proposé pour l'Ordre de Saint Georges de

quatrième classe.

-Et qui est avec vous ? demanda le capitaine Joukov.

-Ce sont mes camarades, répondit Globa.

-Alors c'est donc vous qui avez résisté pendant de nombreux jours aux troupes gouvernementales ? Vous, je veux dire sous votre direction…

-Oui, sous la direction du Soviet de La Courtine des députés des soldats, dont j'étais le président, répondit Globa.

-Je dois vous dire, mon capitaine, continua Globa, que la résistance des soldats de La Courtine avait été provoquée par les actions des attaquants. Les soldats ne doivent-ils pas se défendre, quand ils sont attaqués par traîtrise ? Les lois de la bourgeoisie ne reconnaissent pas au peuple ce droit, mais le peuple, qui lutte contre le mal et la violence, se reconnaît ce droit. Une nouvelle époque dans l'histoire du peuple russe est arrivée. Le peuple ne peut plus être esclave. Nous, les gens de La Courtine, sommes une partie du peuple, et nous ne voulons pas verser notre sang pour les intérêts des grands propriétaires et des capitalistes. Voilà en quoi consiste notre faute, dit Globa.

-Oui, mais vous êtes peu nombreux, et puis la Russie est loin de vous, répliqua Joukov.

-Aujourd'hui nous sommes des milliers, demain nous serons des centaines de milliers, déclara Globa avec certitude.

On voyait bien que le capitaine Joukov comprenait Globa et peut-être qu' il compatissait en secret, ce qui transparaissait dans l'attention avec laquelle il l'écoutait. Cependant Joukov ne dit rien à la dernière remarque de Globa. Il y eut un bref silence, interrompu par Globa.

-Mon capitaine ! Vous nous accusez d'être les soi-disant responsables des crimes monstrueux qui se sont produits ces derniers jours. Nous n'allons pas nous mettre à débattre des causes qui ont entraîné ces crimes. En ce qui concerne la résistance des soldats révolutionnaires, c'est leur droit, qui leur a été octroyé par la révolution.

-Votre comportement ne vous excuse pas. Vous êtes président du Soviet de La Courtine, en outre sous-officier… Vous savez ce qui vous attend ? N'allez-vous pas vous repentir de vos actes ? demanda à nouveau Joukov.

-Non, nous ne nous repentissons pas. Et ce qui nous attend, c'est ce à quoi nous nous attendions, en nous trouvant dans le camp de La Courtine, répondit tranquillement Globa. Si vous avez fusillé une brigade entière, qu'est-ce que cela peut vous faire de fusiller six, dix, cent hommes ?

-Mais tout de même, n'allez-vous pas vous repentir, maintenant ? répéta Joukov, s'adressant directement à Globa. Comment envisagez-vous ce qui vous attend ?

-Demandez le à mes camarades, dit Globa. Pour moi j'ai déjà répondu.

-C'est à vous que je pose la question, à vous, qui êtes le président du Soviet, la trahison a eu lieu sous votre direction, la révolte a surgi ! Votre travail a servi aux ennemis de la révolution, et non au peuple !...

-Non, répondit Globa avec une émotion visible. Le droit est de notre côté. Si on nous accuse de trahison, ce n'est que parce que les lois et la force des armes sont pour l'instant de votre côté, du côté de nos ennemis.

Sans laisser Joukov répliquer quoi que ce soit à Globa, l'un de ses camarades s'avança et dit :

-Il y a une chose que nous regrettons, mon capitaine, c'est d'avoir tardé à répondre par les armes aux armes des régiments du gouvernement, nous y avions droit. Nous espérions en l'humanité des hautes autorités du pays dans lequel nous nous trouvons.

Sans vouloir en entendre davantage, Joukov coupa brutalement la parole à celui qui parlait :

-Savez-vous que l'on va vous fusiller ?

-Nous avons déjà répondu à cette question, dit Globa. Vous avez fusillé des milliers d'hommes. Que représentons-nous pour vous ?

Un silence se fit, court, mais tendu, qui fut rompu par Joukov :

-Je le regrette, mais vous devez être sévèrement punis. Rien d'autre ne vous attend. Vous avez succombé à la provocation des agents allemands et vous avez

servi l'ennemi. C'est pourquoi nous avons utilisé contre vous la force des armes, comme elle a été utilisée envers les mutins en Russie. (…)

Globa interrompit Joukov :

-Mon capitaine, vous connaissez à présent notre point de vue sur la révolution en Russie et sur les évènements ici, à La Courtine. Si vous avez l'intention de nous juger avec un tribunal de « justice », nous ferons nos dépositions au tribunal. Si vous avez l'intention de nous juger avec ce genre de tribunal, dit Globa en indiquant les tas de soldats de La Courtine sauvagement exécutés, alors vous pouvez le faire, nous ne demandons pas de grâce, nous sommes entre vos mains…

-Jetez vos armes, dit Joukov. Je vais vous livrer aux français. Je n'ai pas le droit de le faire, mais pour vous, je le fais. Je garantis votre immunité.

Effectivement, Joukov tint sa parole. Il ordonna à un des sous-officiers de prendre deux soldats et d'accompagner les hommes de La Courtine auprès du chef de l'état major français, à qui il écrivit un mot bref. Au soir du 20 septembre trois cavaliers français reçurent les hommes de La Courtine arrêtés des mains des attaquants, et les amenèrent au principal point de tri du village de Saint-Denis.

Ainsi le sort voulut que la poignée restante des dirigeants du Soviet de La Courtine rencontrent le capitaine Joukov, qui connaissait personnellement Globa, et que le président du Soviet de La Courtine et ses deux camarades échappent à la vengeance des attaquants et soient transmis aux autorités françaises■

Le 19 septembre 1917 au matin, après les 3 jours de canonnage, Globa et les responsables du soviet sont arrêtés.

Alice Cisterne, corrézienne, doyenne

lu dans le journal

... Alice Cisterne

Il est des origines familiales que l'on porte au fond de soi et que l'on transmets sans Pour Alice Cisterne, cette histoire familiale peu commune puise ses origines dans les

Au pays du Tsar et de Lenine

Il était une fois... un paysan Meymacois qui fut colonel de l'Armée Rouge en 1917. Ce n'est pas le point de départ d'une fiction mais une histoire vraie que connaît bien Alice Cisterne puisqu'il s'agit de son propre père. "Costia", "Tanti" ; des Meymacois doivent se souvenir de cet homme affable qui aimait à bavarder en faisant ses courses et dont la vie ressemble à un roman.

Dresser un portrait d'Alice Cisterne nécessite de commencer par l'histoire de son père tant celui-ci l'a profondément marquée. Il y a chez Alice ce côté Russe, chaleureux, tactile, sentimental, que l'on sent pouvoir passer du rire aux larmes dans un même élan, révolté et enthousiaste.

L'histoire, ou plutôt la saga, commence en 1895 sur les bords de la Volga lieu de naissance du dénommé Constantin Alekhine, enfant de "Koulak", gros propriétaire terrien qui investit rapidement dans l'achat et l'exploitation d'immenses étendues de terres en Sibérie. C'est sur ce territoire inhospitalier qu'il grandit sous une autorité paternelle tournée vers la bonne marche du domaine. On imagine alors ce paysan russe sous les traits d'un personnage de Gogol, autoritaire et sans concession.

L'année 17 va bouleverser tout ça et dans le fracas révolutionnaire, toute la famille sera massacrée, les terres et biens saisis et dispersés. Aujourd'hui, Alice n'a aucune trace de ce passé, aucune photo de ces grands parents d'un autre monde.

Seul survivant, Constantin Alekhine qui était à l'école des officiers du Tsar, se rallie à la Révolution et reçoit à la sortie le grade de Colonel au sein de la nouvelle Armée Rouge. Une malheureuse histoire de distribution de pain qui tourne mal expédiera notre jeune officier à Odessa pour combattre en première ligne les troupes blanches contre-révolutionnaires dirigées par l'impitoyable et romanesque baron Wrangel. C'est là où il fut grièvement blessé (avec des traces physiques qu'il gardera toute sa vie), entièrement dépouillé et fait prisonnier.

De la Tunisie à la Corrèze

C'est en tant que détenu que Constantin est enmené en Tunisie pour y travailler dans une bananeraie dirigée par un français. De là et craignant pour sa vie, il parvient à s'évader et à s'introduire dans un bateau en partance pour Marseille. Après quelques années de bohême et de divers travaux, il atterrit à Faux la Montagne où il devient en même temps scieur de long et citoyen Limousin grâce à un mariage plutôt hétéroclite condamné à la mésentente et aux disputes avec une modeste paysanne aînée d'une fratrie de 12 enfants et obsédée par la crainte de la misère. Un an plus tard en l'année 1927, Alice voit le jour du côté de Tarnac où la famille aide le grand père maternel, métayer dans le village Corrézien. Il semblerait que l'ex-officier Soviétique ait été difficilement admis dans sa nouvelle famille et l'enfance d'Alice ne semble pas avoir baignée dans l'harmonie et la sérénité parentale. Mais l'essentiel pour Alice est dans la relation qu'elle a avec ce père amateur de littérature, de grande musique et de politique qui se lève chaque matin à 4 heures et passe 2h30 rendant son épouse incompréhensive face à ce qui est pour elle une perte de temps. Même s'il n'a jamais envisagé un retour, il croit toujours en l'universalité des valeurs révolutionnaires incarnées par l'URSS, il y croira jusqu'à la fin de sa vie comme une fidélité à ses années de jeunesse et d'apprentissage. Ces valeurs de justice, de partage, d'égalité ainsi que ce goût de la culture seront transmis à Alice qui les a gardées en elle jusqu'à aujourd'hui.

Une vie difficile

En février 1941, la famille Alekhine prend enfin son autonomie en devenant fermier à Meymac (d'abord à la Jarrige, puis au Moulin du Breuil). La jeune Alice rencontre alors le jeune et beau Francis qui l'épousera en 1945 (après quelques péripéties pour Francis qui le mèneront de Casablanca jusqu'aux Etats-Unis pour y être mécanicien d'avions de guerre).

Alice travaille à la ferme familiale, l'école s'étant arrêtée pour elle au certificat d'études. Elle aussi aime lire, l'héritage paternel est bien là, mais elle manque de temps, le travail à la ferme accapare tout.

Le désir d'indépendance pousse alors le jeune couple à partir à Paris où Francis est embauché aux Sablières de

doute à ses enfants avant que le mythe ne remplace peu à peu la mémoire.
remous de la Révolution Russe ...

la Seine. L'accueil pourtant est rude, le premier enfant qui vient de naître va grandir à Saint Ouen dans des conditions difficiles, dans une maison qui n'en est pas vraiment une, plutôt un abri de jardin, sans confort, froide et humide. On est au tout début des années 50 dans une banlieue Parisienne qui se relève avec difficulté de la Guerre et qui tente de digérer ses pauvres.

En 1951, ils quittent enfin cet abri insalubre et s'installent dans un appartement au sein d'un immeuble dont elle devient la gardienne. Les conditions sociales restent dignes du siècle précédent; travail sans salaire et non déclaré. Francis travaille alors chez Solex où il côtoiera jusqu'à la retraite ces engins qui ont fait le bonheur de plusieurs générations et causé aussi bien des chutes.

A l'écoute du Monde

Grâce à sa forte volonté et son désir d'apprendre, Alice reprend des études et devient secrétaire médicale. Après avoir été embauchée par l'Assistance Publique, la famille peut enfin intégrer un appartement plus confortable à Saint-Ouen au début des années 60.
En 1987, c'est le retour à Meymac; enthousiaste pour Francis et beaucoup plus difficile pour Alice. Ce père tant aimé est mort depuis trois ans et avec lui le paysage Meymacois a perdu beaucoup de son charme.

Néanmoins, Alice surmonte ces moments difficiles, apprend à conduire à plus de soixante ans et conquiert ainsi autonomie et liberté. La liberté, cette valeur à laquelle elle est tant attachée dont elle continue à gouter les saveurs en lisant des romans (Zola, Gorki), les livres de Stephan Hessel et les journaux car Alice suit de près l'actualité du monde. Trump, le régime nord-Coréen, le réchauffement de la planète, la biodiversité en danger; tout ça l'inquiète beaucoup.

Lorsqu'elle en parle, on imagine sans mal qu'elle a, cachée au fond d'elle, une âme de militante, sensible au sort des autres, prête à défendre haut et fort sa cause. Et puis cet attachement aux autres, elle sait si bien le communiquer par un sourire ou un contact physique chaleureux.

Dans sa génération, dans le milieu paysan et surtout lorsqu'on était une fille, on travaillait et on se taisait, même lorsqu'on était la fille d'un ancien révolutionnaire. Et pourtant, Alice a dû bouillonner plus d'une fois du côté de son sang Slave ; faisant surgir en elle la mémoire et les leçons des héros fictifs ou réels, héros dont son père faisait sans nul doute partie.

Aujourd'hui, Alice est seule dans cette maison qu'aimait tant Francis. Mais elle a un joli projet. Au printemps, ses petits-enfants l'emmèneront célébrer ses 90 ans en Ukraine, là où tout a commencé. Là où elle ressentira les traces de celui qui vécut en quelques années plusieurs vies. Là où Alice va peut-être trouver une partie de son âme, l'âme Slave.

Un “chemin de mémoire” à La Courtine :

un projet présenté aux élus.

La première page en partie cachée, relate le bilan des journées du centenaire, connu de nos lecteurs.

Monsieur Pierre Chevalier,
Président de Haut-Corrèze Communauté,
Mesdames et Messieurs les Vice-présidents,
Mesdames et Messieurs les Conseillers Communautaires,

Monsieur Jean-Marc Michelon,
Maire de La Courtine,

Mesdames et Messieurs les Adjoints au Maire et Conseillers municipaux,

Mesdames et Messieurs les élu(e)s,

L'association La Courtine 1917 a le plaisir de vous offrir ce document que vous avez entre les mains qui vous donne un aperçu des **journées du centenaire** que nous avons organisées en septembre 2017.

Avec ce reportage photo
exceptionnel pour notre t
d'Ussel, auquel beaucoup

Avant de parler de l'av
important projet culturel,
de ces journées du c
retombées pour la comm

Ces journées avaient o
exposition et une **reco**
moins d'une quinzaine
personnes, jeunes et
instants de contes, sp

A la soirée inaugura
l'invitation du présid
Pierre Chevalier Prés
Conseil Régional, M
Député de la Creu
Creuse, tous félicit
Ministre-Conseiller
l'amitié Franco-Rus
insista sur la labe
générations.

Ces journées ont
à des partenaria
Vassivière, Radi
presse régional
dont **Géocultur**

Nous renouvel
association q
nombreuses c
Région Nouv
Communauté
particulièrem
aux nombre
aidé et faci
commerçan

Et maintenant...

Nous voudrions vous faire part d'**un nouveau projet culturel de notre association** pour les mois et les années à venir, un projet pour le territoire, pour ses habitants et ses élus.

C'est un fait surprenant mais à La Courtine et aux alentours, il n'est nulle part visible et racontée l'histoire peu banale de ces 16 500 soldats russes arrivés en Creuse en juin 1917 et de la mutinerie pendant 3 mois de 10 000 d'entre eux au camp militaire de La Courtine. Alors notre association a suggéré de palier à cette absence de matérialisation mémorielle de cet **important fait historique**, qui doit avoir sa place dans le récit de la **Grande guerre de 14-18** ainsi que dans les livres scolaires.

Nous avons commencé à élaborer **le projet d'un « chemin de mémoire » à La Courtine**, un parcours dans la ville et la campagne autour du camp militaire qui ne fasse pas plus de 5/6 kilomètres, accessible à tous, qui passe par des lieux porteurs d'évènements à raconter : il débuterait à la gare où sont arrivés en train les soldats russes , l'entrée du camp, les hôtels où étaient les états-majors russes et français, l'église où s'est tenue la messe à 9h le 17 septembre le matin du bombardement , des sites dans la campagne où étaient installées les batteries de canons de 75 des assaillants, etc.

Un tel **parcours d'interprétation pédestre pour un « tourisme mémoriel »** devrait allier **des supports d'interprétations physiques** de type, mobilier urbain, des panneaux, totem, un wagon de chemin de fer de 1917 à installer à la gare, un canon de 75, etc. à **une application numérique de visite virtuelle** visible sur smartphone ou tablette au cours de la balade, à des projections de courts films, à des récits des évènements par des conteurs, historiens, habitants de la Commune.

L'objet d'un tel parcours numérique d'interprétation et de valorisation d'un lieu de mémoire est de renforcer l'attractivité du territoire et de **créer un « produit » de tourisme culturel, patrimonial, susceptible de faire venir un public régional et national voir international** (tourisme de mémoire). Nous devrons concevoir dans ce cadre tous les outils particuliers pour un public jeune et scolaire (mallette pédagogique).

En septembre et octobre, nous avons présenté ce préprojet aux responsables de services de l'Etat, à la DRAC et à la DDCSPP ainsi qu'à ceux de la Région Nouvelle Aquitaine et au Président de votre communauté de communes Haute-Corrèze. Tous ont témoigné un grand intérêt à ce projet et nous ont assuré de leur soutien pour qu'il puisse se réaliser.

Nous souhaitons qu'à votre tour, vous puissiez aussi le soutenir, vous qui êtes les élu(e)s qui représentent les citoyens du territoire. Car, comme association, sachez que nous ne ferons rien sans vous, rien qui ne serait pas partagé par vous et la population.

Recevez Mesdames et Messieurs les élu(e)s au nom de l'association La Courtine 1917, nos salutations respectueuses et dévouées.

Guéret, le 15 octobre 2018

Pour l'association La Courtine 1917,

Jean-Louis Bordier - Jean-Paul Gady
Co - Présidents

Janvier 2019, l'association La Courtine 1917 fêtera ses 5 ans !

Liste de ceux qui nous ont soutenus et nous ont fait confiance au cours de ces cinq premières années d'existence…

Institutions et partenaires ayant soutenu l'association La Courtine 1917

La Mission du Centenaire 14-18
Le Préfet de la Creuse
La Direction Régionale des Affaires Culturelles Nouvelle Aquitaine (DRAC)
La Direction Départementale de la Cohésion Sociale et de la Protection des Populations (DDCSPP)
La Région Nouvelle-Aquitaine
Le Conseil Départemental de la Creuse
La Communauté de communes Haute-Corrèze Communauté
Les communes de La Courtine, Gioux, Clairavaux, Poussanges (23)
France 3 Limousin
France 3 Nouvelle-Aquitaine
France Bleu Creuse, Radio Pays de Guéret, Radio Vassivière

Associations, syndicats, médiathèques, musées, cinémas, collectivités, etc. qui nous ont fait confiance en accueillant depuis mars 2014, les 58 initiatives de l'association La Courtine 1917 : conférences, colloques, expositions, débats, projections, balade commentée, etc.

Télé Millevaches à Royère de Vassivière (23)
Association culturelle de Flayat (23)
Libre Pensée, Reillanne (04)
Libre pensée, Bouffémont (95)
Ville de Coulounieix-Chamiers (24)
Cinéma Le Sénéchal Guéret (23)
Association Mémoire à Vif à Limoges (87)
Conseil Régional PACA à Marseille (13)
Méréville, (91)
Libre pensée, Pontoise (95)
Libre pensée, Rochefort (17)
Libre pensée, Pantin (93)
Libre pensée, Clermont-Ferrand (63)
Lycée Argenton-sur-Creuse (36)
Creil, Libre pensée, Creil (60)
Libre pensée, Saint-Herblain (44)
Cinéma de la Souterraine (23)
Association russe à Dijon (21)
Libre pensée, Nancy (54)
Film « Les mutins de La Courtine » France 3, Limoges (87)
Cgt Conseil général (63)
Cinéma de Saint-Junien (87)
Cinéma Le Carnot à Ussel (19)
Association « le Club des 27 Lémovices » à Limoges (87)
Musée d'Histoire de Marseille (13)
Ligue des droits de l'homme, Asnères (65)
Libre pensée, Quimper (29)
Ville de Saint-Junien (87)
Groupe Victor Hugo des Libres Penseurs (34)
Ville de Felletin (23)
Fédération du Parti communiste de Creuse, Savennes(23)
Ville de Saint-Gence (87)
Bibliothèque intercommunale d'Ussel (19)
Amicale laïque d'Aubusson (23)
Ville Le Donzeil (23)
Musée de l'Histoire vivante de Montreuil (93)
Libre pensée, Dijon (21)
Ville de La Courtine (23)
IHS-CGT (63)
Association « RAHMI », Bordeaux (33)
Conseil Régional Nouvelle-Aquitaine (87).
UTA « Université tous âges de Limoges» (87).
UTATEL, « Université tous âges et du temps libre » (19)
« Rencontres livres en marge » Saint-Étienne (43)
BMI, Guéret (23)
Libre pensée, Flixecourt (80)
Libre pensée de Champagnole, Arbois (39)
APREI, « Amitié avec les Peuples de la Russie» (45)
« Les Amis de la Contée Républicaine », Vic le Conte (63)
Centre Pouchkine de Nancy (54)
Mouvement de la Paix à Seilhac (19)
Mouvement de la Paix à Tulle (19)
Association historique, Chalûs (87)
Ville de Brie Sur Marne (94)
Association Taïga-Europa. (87)
Association A3P, Fournival (60)
Ligue des droits de l'Homme, Lannemezan (65)
Association « Chemins de mémoire sociale » (94)

Adhésion 2019, cotisation, don, commande des Cahiers de La Courtine 1917

Information importante : Notre association LC1917 est reconnue comme Organisme d'Intérêt Général (OIG) à caractère culturel et scientifique mentionné à l'article 200-1 b ou à l'article 238 bis-1-a du code général des impôts. (Lettre de la Direction Départementale des Finances Publiques de la Creuse du 10/10/ 2018)

Déduction fiscale :

Les dons et versements effectués au profit des OIG ouvrent droit à une réduction d'impôts sur le revenu. Celle-ci est égale à 66% des frais engagés (dans la limite de 20% de votre revenu imposable). Ainsi, par exemple, une cotisation de 10€ ne vous revient en réalité qu'à 3,40 €, de 20 € à 6,80 €, un don de 60€ vous revient à 20,40€, etc…

Un reçu fiscal à joindre à votre déclaration d'impôts vous sera envoyé par mail ou par courrier.

Ce nouveau statut de LC1917 vous permet ainsi d'aider à la réalisation de nos projets.

Nom - Prénom :

Adresse :

Code postal : Ville :

Courriel : @

Téléphone fixe : Mobile :

☐ J'adhère à l'association et règle ma cotisation annuelle :

☐ Montant minimum = 10 € ☐ autre montant .....€

☐ Je fais un don à l'asoociation de ..... € et demande l'envoi d'un reçu fiscal.

Fait à : Le :

(Signature)

Je commande : *Les Cahiers de la Courtine 1917*

. ..... ex n°1 Regards croisés d' historiens sur la mutinerie de La Courtine
.....ex n°2 Actes du colloque de Marseille du 30 avril 2016
.....ex n°3 Les soldats Russes de l'Ile d'Aix
.....ex n°4 Les brigades au camp du Courneau-Maurice Joron portraitiste
.....ex n°5 Actes du Colloque du Centenaire du 16 Septembre 2017
.....ex n°6 Questions-Réponses au Colloque - Ex mutins dans la Résistance (1942-1944)

Tarifs des envois 2018 : 1 ex (5€) + lettre verte (3,20€) = 8,20€

Envoi en nombre selon le tarif en vigueur.

Règlement par chèque à l'ordre de Association *La Courtine 1917*

à adresser à la trésorière avec votre fiche d'adhésion :

Ginette Nepveu, 8 avenue des Renards, 44470 THOUARÉ-SUR-LOIRE

Ou par virement bancaire avec votre nom dans l'intitulé du virement sur notre compte

IBAN : FR76 1027 8365 4100 0112 1040 252 et BIC : CMCIFR2A

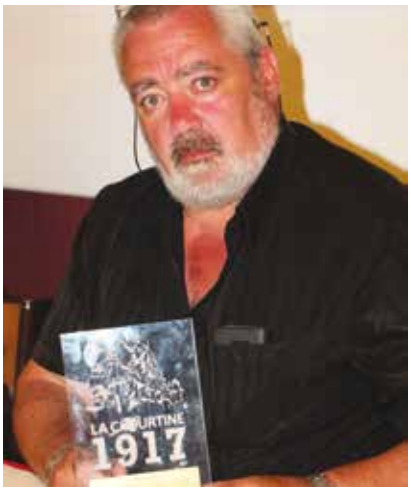
Dans ce cas,cette page remplie doit être renvoyée à lacourtine1917@gmail.com

pour toute autre commande (affiche alphabet russe, livre, tee-shirt, cartes postales, ...) prendre contact avec l'association.

Photo - reportage

Accueil souriant à l'AG du 23 juin 2018

La « tribune » de l'AG



Jean-Marc Michelon maire de La Courtine, recevant une distinction en remerciement de ses engagements solidaires pour l'association LC1917

La secrétaire et la trésorière nouvellement élues au bureau de l'association

La Courtine 12 août 2018 : le stand de LC1917 à la journée de la grande brocante annuelle

Liliane Fauriac et Corine Valade, adhérentes, auteures en dédicace au stand de l'association La Courtine 1917

Felletin 10 août 2018 : Stand des Ardents Editeurs avec dédicace du livre « 1917, le Limousin et la révolution russe »

Chalûs (87) le 15 septembre 2018 : Liliane Fauriac en conférence sur les soldats russes et les mutins de La Courtine

La Courtine 20 août 2018: une cinquantaine de participants à la balade commentée «sur les pas des mutins » avec l'association « Chemins de Mémoire Sociale ». Réception et pot de fin de balade.

Association *La Courtine 1917*

8, avenue de la République, 23000 Guéret

lacourtine1917@gmail.com

Tél. +33 (0)5 55 52 09 74

www.facebook.com/LaCourtine1917/

www.lacourtine1917.org